



**HAL**  
open science

## Une fertilisation paradoxale ?

Olivier Orain

► **To cite this version:**

Olivier Orain. Une fertilisation paradoxale ? : Bilan historiographique de l'incidence de Mai 68 sur les transformations des sciences de l'homme et de la société dans les années 1960-1970. *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2015, Les "années 68" des sciences humaines et sociales, 26, pp.243-294. halshs-01120327

**HAL Id: halshs-01120327**

**<https://shs.hal.science/halshs-01120327>**

Submitted on 13 Feb 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Une fertilisation paradoxale ?

## Bilan historiographique de l'incidence de Mai 68 sur les transformations des sciences de l'homme et de la société dans les années 1960-1970

Olivier Orain

Chargé de recherche au CNRS (UMR 8504 Géographie-cités)  
Équipe Épistémologie et histoire de la géographie (EHGO)

**Résumé** Cet article propose un panorama des travaux qui se sont interrogés sur l'incidence de « Mai 68 » et ses suites sur le savoir, ses institutions et son personnel. Pour l'essentiel, il examine ce que ces contributions apportent à l'histoire des sciences humaines et sociales. Dans une première partie, il montre la précocité des réflexions sur ce sujet et s'attarde sur le schème de la « pensée 68 », que le livre éponyme a popularisé. Il en souligne les approximations, notamment en matière d'examen causal. Dans une deuxième partie, il s'attarde sur l'importance de la date « 1968 » dans l'historiographie des sciences humaines des années 1980-2000 et les formes d'évitement qu'elle manifeste dès lors qu'il s'agit de traiter frontalement des mécanismes par lesquels l'humeur contestataire a pu infléchir les agendas de recherche. Il examine longuement l'exception qu'a constituée un séminaire de l'Institut du temps présent, en 1988, dont les actes ont eu une diffusion confidentielle. Dans une troisième partie, il propose un cadre programmatique destiné à systématiser l'enquête sur les incidences des « années 68 » sur le personnel, les institutions et les contenus des sciences humaines et sociales.

**Mots-clés** : histoire des sciences humaines, France, état de l'art, Mai 68

**Abstract** This article offers a panoramic view of works that wondered about the influence and the consequences the events of May 1968 had on knowledge, on its institutions and on people who work on it. It mainly analyses how such works are contributing to the history of human and social studies. It first shows the precocity of the reflections on that matter and lingers over the scheme of "68 thought" that the eponym book made popular. He underlines its approximations, especially regarding causal analysis. In a second part, it lingers over the importance of the date "68" in the historiography of human sciences in the 1980's-2000's and over the different kinds of avoidance this branch of science shows whenever it has to handle directly the mechanisms by which the anti-establishment mood was able to change research's schedules. It analyses at length the exception that a seminary of the "Institute of Present Time" created in 1988, even if the broadcast of its proceedings was extremely narrow. In the third part, it proposes a program frame to systematize the survey on the consequences of the "68 years" on the staff, institutions and contents of human and social studies.

**Keywords** : History of Social Sciences, France, State of Art, May 68

Les événements de mai-juin 1968 en France ont fait l'objet, dans leur sillage immédiat et de façon quasi continue depuis lors, d'un processus double d'imputation causale qui, banal en apparence, suscite des passions et des instrumentalisation massives. D'innombrables commentateurs<sup>1</sup> se sont employés à les *expliquer* – c'est-à-dire le plus souvent à en indiquer les origines –, ou à en désigner des répercussions à plus ou moins long terme. Si la recherche de « causes » a consacré précocement une autorité savante, souvent sociologique, il n'en va pas de même pour le thème des « effets de mai », qui relève souvent de l'évidence, voire de la stigmatisation. Mais prétendre déterminer les causes ou décrire les effets de Mai 68 soulève des problèmes d'administration de la preuve qui n'ont commencé à être posés que vingt ans après, sinon bien plus tard. La libre interprétation est demeurée le régime discursif dominant, en raison exacte de la *familiarité* d'un objet préconstitué tout à la fois proche et profane<sup>2</sup>. *A contrario*, on a pu voir émerger rapidement des jugements d'insignifiance (de *La révolution introuvable* de Raymond Aron et son motif du « psychodrame<sup>3</sup> » au « il n'y en a pas le moindre, d'événement, dans cette affaire » de Jacques Lacan<sup>4</sup>), qui tenaient de l'agacement, voire du rejet politique, ou s'appuyaient sur une posture épistémologique récusant la capacité d'un événement à infléchir le cours de transformations psychiques ou sociales marquées par une forte inertie. Il n'est pas rare au demeurant de voir cohabiter les deux types de discours – imputation et déni – chez un même commentateur, en particulier chez ceux, durablement hostiles à Mai 68 ou à sa symbolique<sup>5</sup>, qui y voient à la fois un moment de « destruction » et une parenthèse sans grande portée.

Rares sont toutefois les thématiques socioculturelles dont l'historicisation contemporaine échappe à la date fatidique de 1968, fût-ce comme borne chronologique implicite : on peut se demander s'il n'y a pas là un pur automatisme, une mécanique du séquençage, qui rapproche les événements d'autres boîtes noires de la mise en histoire de la société française (1789, 1945, etc.). De façon peut-être surprenante la date 1968 a également acquis une place en histoire des sciences, pour lesquelles elle revêt un caractère problématique : autant son incorporation dans une histoire sociale des savants faite d'institutions, de communautés et de conflits ne pose guère de problèmes, autant son irruption dans une histoire des savoirs peut susciter des réticences profondes, fondées sur l'autonomie proclamée et la logique endogène des évolutions cognitives, ou sur une éthique de la distance critique nécessaire à la raison savante. On

<sup>1</sup> Par ce terme, j'entends désigner de la façon la plus large qui soit l'ensemble des locuteurs qui mobilisent « 68 » soit pour en dire quelque chose, soit pour y articuler des caractéristiques passées ou présentes de la société française.

<sup>2</sup> Dans un article de la revue *Genèses*, « Écrire sur 68 en *spécialiste*, tournant ou accomplissement ? » (Orain, 2009b), j'ai analysé les tentatives récentes d'imposition d'un magistère savant sur l'objet « 68 », marquées par une prise de distance à l'égard des stéréotypes – savants ou profanes – et une critique du schématisme et de la vacuité empirique des imputations causales, telles qu'elles ont cours.

<sup>3</sup> Pour une analyse en finesse du positionnement de R. Aron sur 1968, voir Audier, 2008, ici 54-63.

<sup>4</sup> Séminaire du 20 novembre 1968. Cité dans Sédad, 2009, 225.

<sup>5</sup> On en trouvera quelques exemples dans la suite de cet article.

peut toutefois poser que les historiographies qui essaient d'intriquer ces deux dimensions du « scientifique » sont le lieu par excellence pour rendre problématique une éventuelle *incidence* de Mai 68 dans la trajectoire des savoirs savants, leur statut et leur périmètre, en France, au cours des années 1960-1970.

Interroger la façon dont des histoires des sciences, des savoirs ou des savants mobilisent ou évitent une telle date implique presque nécessairement d'affronter des questions de causalité, fût-ce pour conclure qu'elles vont de soi ou se trouvent déproblématisées dans le corpus considéré. En outre, c'est très majoritairement sur le plan des conséquences (la question de l'« après ») que le problème se trouve posé, même si c'est souvent sur un mode atténué ou implicite. Parler d'incidence de Mai 68 a dans ces conditions de nombreux avantages. Le terme est plus souple qu'« effets », dont on a déjà évoqué l'ancrage dans des automatismes critiquables. Surtout, il contribue à relativiser et à nuancer d'emblée ce qui pourrait devenir sinon un biais en érigeant a priori la séquence en point origine des mutations des années soixante-dix, dans l'oubli d'expériences antérieures qui ont simplement trouvé une nouvelle résonance à l'occasion ou à l'issue de l'événement contestataire. À ce titre, « incidence » peut aussi suggérer que des trajectoires (individuelles, institutionnelles, disciplinaires, pratiques, etc.) ont pu être infléchies, recomposées, amplifiées, ou au contraire brisées, par la dynamique propre à l'événement ou par ses contrecoups – réponses politiques qu'il a suscitées<sup>6</sup> ou rémanences sociales, telles les nombreuses « subversions en pratiques » des années 1970 (Damamme *et al.*, 2008). Loin de balayer toute interrogation sur les processus et les causes, cette reformulation s'inscrit dans un objectif de fond : reprendre avec une minutie scrupuleuse cette question trop souvent traitée sur un mode global, assertif ou dénégateur.

Ce questionnement sur les incidences de Mai 68 a été circonscrit aux seules sciences de l'homme et de la société : l'idée qu'elles sont poreuses à des événements et à des conjonctures sociopolitiques pose moins de problèmes que dans le cas des sciences naturelles. Le motif de l'*intervention*<sup>7</sup> est notamment l'un des plus expressifs pour rendre compte d'une forme de contiguïté et d'interaction entre les praticiens des SHS et leur(s) champ(s) d'étude. Dès lors, on ne s'étonnera pas que ce soit, et de loin, le domaine le mieux documenté sur ce que Mai 68 a fait (ou non) aux sciences : les (auto)biographies plus ou moins spontanées viennent compléter depuis vingt ans des recherches systématiques – le plus souvent de spectre plus large<sup>8</sup>, mais accordant

<sup>6</sup> À commencer par ce cas d'école que sont les réformes entreprises par le ministère d'Edgar Faure en 1968-1969.

<sup>7</sup> Même si les schèmes de la « distance », du « retrait » ou de la « tour d'ivoire » illustrent le comportement de la fraction la plus objectiviste des *social scientists*.

<sup>8</sup> C'est à peu près au milieu des années 1980, dans des ouvrages dont *Contre l'État les sociologues* de Michel Amiot est un peu l'emblème (Amiot, 1986), que l'on voit émerger, quoique encore timidement et de façon circonscrite, une problématisation implicite du « rôle » de 68.

une place significative aux « années 68<sup>9</sup> » – ou, bien plus récemment, des études de détail, de format court, rendant compte de tel ou tel aspect très ponctuel, centré sur une personnalité, une institution ou un domaine spécialisé.

La vocation principale de cet article<sup>10</sup> est de livrer une description raisonnée, *grosso modo* diachronique, de cette production, en mettant l'accent sur ses tentatives pour interpréter l'incidence de cette époque. Appuyée sur une recherche bibliographique extensive, il méconnaît vraisemblablement de nombreuses pièces qui pourraient l'alimenter, tant la référence à 68 est diffuse, et souvent ténue, dans la plupart des écrits qui touchent peu ou prou à l'histoire des sciences. Il s'appuie sur la conviction qu'un tel effort de clarification et de bilan pourrait s'avérer utile pour que cette production, de plus en plus abondante, devienne davantage réflexive et consciente des précédents qui pourraient la nourrir. Dans cette perspective, intégrer les réflexions de la recherche spécialisée sur 68 (Orain, 2009b) était incontournable. Ce travail prend acte et essaie de tirer les leçons de sa double critique de l'« illusion étiologique » ramenant l'événement 68 à des déterminants réductionnistes (Dobry, 2009 ; Gobille, 2008b) et de « l'anachronisme » d'une « interprétation de Mai 68 par ses conséquences, voire à partir de ses conséquences supposées » (Gobille dans Damamme *et al.*, 2008, 17).

À ce titre, cet état de la question s'ouvre par de rapides « précautions » dont l'objectif essentiel est de cerner le piège historiographique que représentent la séduction causale et la plasticité symbolique de Mai 68, dont le principal symptôme, pour ce qui concerne les sciences humaines, est le slogan de la *Pensée 68* popularisé par Luc Ferry et Alain Renault dans leur livre de 1986. Ceci posé, il est possible de retracer les principaux jalons d'un intérêt historiographique qui demeure sporadique, peu spécifique et fragmenté, même s'il a connu un regain récent. Dans un troisième temps, ces acquis sont reconfigurés pour dresser un rapide tableau des perspectives de recherche concernant l'incidence des « années 68 » pour les sciences humaines. Il permet d'énoncer ce paradoxe d'« années 68 » dont le legs en matière socioscientifique ne pouvait se pérenniser qu'en gommant, normalisant ou déplaçant ce qui avait été son impulsion initiale, de là l'idée d'une fertilisation paradoxale.

Par bien des aspects, cette historiographie des incidences des « années 68 » sur les sciences humaines aurait pu se confondre avec une histoire des intellectuels, déjà largement documentée sur le chapitre des événements de 68 eux-mêmes et leur suite (Hourmant, 1997 ; Brillant, 2003 ; Christofferson, 2009). Elle ne s'y réduit pas, pourtant, en vertu d'une méthodologie moins sensible à l'héroïsme des trajectoires individuelles et à la symbolique en général (sauf exceptions), et d'un effort pour être aussi

<sup>9</sup> Syntagme développé dans le cadre d'un séminaire de l'Institut d'histoire du temps présent (1994-1998), par reprise d'une expression de Bernard Lacroix (Lacroix, 1983), visant à « qualifier cette ère de contestation qui s'est installée dans une certaine durée » (Dreyfus-Armand *et al.*, 2000, 11).

<sup>10</sup> Mes remerciements vont aux lecteurs de ce texte dans ses états successifs : Bertrand Müller, Marie-Claire Robic, Marc Joly et Wolf Feuerhahn. Leurs suggestions ont été précieuses.

et surtout une histoire des sciences. De là sa prise en compte de l'histoire des champs de la pratique ou de l'expertise qui constituent une forme de « cercle exotérique » (Fleck, 2005) en partie adossé à l'activité scientifique, intérêt la rapprochant d'une socio-histoire des professions<sup>11</sup>. La volonté de mener une histoire des sciences dans une acception élargie explique également la place de la philosophie dans cet examen : comprise comme travail théorique et comme exercice de clarification conceptuelle, elle n'a pas été prise en compte directement dans le bilan<sup>12</sup>. Mais si la philosophie n'est pas comprise comme une science, il ne pouvait pas non plus être question de l'ignorer, compte tenu de son magistère préservé durant la période étudiée et des frontières floues qui la séparent de sciences en cours d'institutionnalisation (sociologie, psychologie, ethnologie, psychosociologie, sciences du langage, etc.), auxquelles elle a fourni des cadres et des novices, défroqués ou transfuges, et une matrice intellectuelle – paradigme ou repoussoir selon les cas.

## Précautions causales

Avant toute chose, il importe de rappeler quelques tendances générales de la production sur l'objet « 68 », cadre référentiel de l'étude. Un premier cycle de commentaire des événements s'est développé en « temps réel », dans le sillage immédiat de ceux-ci. Il a vu la production d'une quantité significative d'essais à charge, de célébrations et d'apologies, tandis que certains historiens entreprenaient de constituer des archives *sur le vif* (Collectif, 1968 ; Schnapp et Vidal-Naquet, 1969)<sup>13</sup> et que nombre de sociologues ayant alors pignon sur rue donnaient leur interprétation de la « crise » de 1968 (Aron, 1968 ; Boudon, 1969 ; Crozier, 1970 ; Lefebvre, 1968 ; Morin, 1968 ; Touraine, 1968). La production essayiste s'est développée quasiment sans relâche durant la décennie 1968-1978, tandis que l'investissement savant s'effaçait, à la notable exception de l'équipe de Pierre Bourdieu<sup>14</sup>. À partir de 1978, moment d'éclosion de pamphlets signés par des intellectuels alors marqués à gauche (R. Debray, J.-C. Guillebaud), la production est entrée dans un nouveau cycle, au rythme singulièrement *décennal*, relevant de la commémoration (ou de la vitupération), tant dans la presse ou les revues intellectuelles, au travers de numéros spéciaux, que dans l'édition – qui allait aussi rééditer cette production avec une grande constance tous les dix ou vingt ans.

Les « préparatifs » de la deuxième commémoration décennale (1987-1988) ont été l'occasion du succès d'un second genre, la biographie générationnelle, dont les

<sup>11</sup> On aura l'occasion de découvrir ainsi combien s'est généralisée la passion de l'enquête dans une séquence où une certaine idée de la raison savante transforme des praticiens jusque là « bureaucratisés » en producteurs de savoirs.

<sup>12</sup> Parti pris divergeant d'entreprises antérieures à visée analogue (Collectif, 1989).

<sup>13</sup> Pour un éclairage sur les démarches historiennes d'archivage de 1968, voir Brillant, 2003, ici 497-501.

<sup>14</sup> Si l'on en croit le témoignage de L. Boltanski (2008) et au vu d'un certain nombre de publications de la période, dont l'inventaire mériterait un développement spécifique.

livres et films d'Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération 68*, ont fourni l'exemple emblématique. À ce titre, on pourrait dire que l'objet « 68 » était, vingt ans après la survenue des événements, complètement vernacularisé, de part en part soumis à une vulgate construite médiatiquement. Elle incorporait les analyses déterministes du *déclassement* et de *l'ajustement moderniste* héritées des sociologues, qu'elle amalgamait avec une imagerie essayiste : « ruse de la raison » libérale-libertaire (Debray, 1978), « soulèvement cool sans mort, [...] "révolution" sans révolution, [...] mouvement de communication autant qu' [...] affrontement social », « patchwork de lutte des classes et de libido, de marxisme et de spontanéisme » (Lipovetsky, 1983), etc. Les récits journalistiques ont ainsi contribué à asseoir l'image *profane*<sup>15</sup> d'un mouvement exclusivement hexagonal, étudiant, parisien, et prolongé par des réussites individuelles emblématiques.

C'est précisément contre l'ensemble de ces stéréotypes qu'a émergé un discours savant<sup>16</sup> usant de l'historicisation et de la pluralisation pour déconstruire la vulgate. Le colloque « Exploration du Mai français » des 24 et 25 novembre 1988 (Mouriaux *et al.*, 1992), réunissant pour l'essentiel des politistes et des historiens, est en quelque sorte la matrice de l'effort de longue haleine par lequel des chercheurs ont entrepris de *reprenre la main*. La recherche collective menée à l'Institut d'histoire du temps présent entre 1994 et 1998, « Les années 68 » (Dreyfus-Armand *et al.*, 1998), a constitué un prolongement et une socialisation durable de cette dynamique, poursuivie par la soutenance d'un ensemble de thèses dans la période « interdécennale » suivante (1999-2007) et la publication en 2008 de nombreux ouvrages de référence<sup>17</sup>.

L'idée de conférer à Mai 68 et à ses prolongements une portée intellectuelle spécifique – alternativement conçue comme idéologie(s), pensée sociale ou aspiration à la connaissance – est une constante de maints discours sur l'événement, depuis ces premiers commentaires<sup>18</sup> que furent « La révolution anticipée » (1968) de Jean-Marc Coudray/Cornelius Castoriadis (Morin *et al.*, 2008 [1968]) et *La prise de parole* de Michel de Certeau<sup>19</sup> (de Certeau, 1994 [1968]). Le premier de ces deux écrits articule d'ailleurs de façon frappante l'« exigence d'une transformation radicale de

**15** Contre cette vulgate et « l'histoire *people* », une tradition beaucoup moins visible a mis en avant les témoignages rectificateurs de militants « anonymes » (Daum, 1988, 2008 ; Godard, 2008).

**16** Pour partie issu d'une mémoire militante de 68 (l'exemple d'Annick Percheron en serait emblématique), qui ne se reconnaissait pas dans les discours dominants.

**17** Voir Orain, 2009b, pour une analyse détaillée de la production initiée en amont immédiat de 2008.

**18** Déjà, ce schème était contenu dans le titre de l'essai « à chaud » de Didier Anzieu, *Ces idées qui ont ébranlé la France* (Épistémon, 1968) : par un effet de synecdoque (le tout de l'événement est rapporté à l'une de ses dimensions) et d'allégorie, les événements de mai-juin 1968 sont ramenées à un corpus d'« idées » susceptibles d'agir sur le corps national. Le motif général de l'« effet » (voire de la « pensée »?) 1968 est présent d'emblée et situé sur un plan matriciellement intellectuel.

**19** B. Gobille a développé une relecture particulièrement suggestive de ce dernier ouvrage dans les dernières pages de « La vocation d'hétérodoxie » (Gobille, 2008a).

l'humanité » manifestée en 1968 avec l'annonce d'une « crise profonde du savoir et de la science contemporains » qui prophétise une ambiguë (parce qu'inconsciente à ses acteurs) « mort de la science », entrée selon lui dans un régime d'« incertitude », de « fragmentation » et d'« interdépendance » généralisée, qui interroge « le rapport [du] savoir à la société » (Castoriadis, 2008, 191). La prophétie est ambiguë aussi par son statut (phénomène achevé ? phénomène souhaité ?) et par sa dissipation métaphorique immédiate :

Si cet arbre monstrueux de la connaissance que l'humanité moderne cultive de plus en plus fébrilement ne doit pas s'effondrer sous son propre poids et écraser son jardinier dans sa chute, la transformation nécessaire de l'homme et de la société va infiniment plus loin que les utopies les plus folles n'ont jamais osé l'imaginer. Elle exige un développement de l'individu différent dès le départ, qui le rende capable d'une autre relation au savoir, sans analogue dans l'histoire précédente ; il ne s'agit pas simplement du développement des facultés et des capacités, mais beaucoup plus profondément du rapport de l'individu à l'autorité, puisque le savoir est la première sublimation du désir de pouvoir, de son rapport donc à l'institution dans ce qu'elle incarne comme repère fixe et dernier. (Castoriadis, 2008, 190-191)

Ce bouleversement « du rapport de l'individu à l'autorité » (savante) a eu des prémices – « transformation du rapport enseignant-enseigné ; celle du contenu de l'enseignement ; la suppression du cloisonnement entre disciplines et du cloisonnement entre l'Université et la société » (*ibid.*, 192) –, inscrites dans la contestation en 1968 de toutes les divisions instituées. C. Castoriadis fonde ses espoirs dans la pérennisation d'un décroisement généralisé du savoir, qui constitue l'enjeu liminaire d'une abolition des divisions sociales.

### Mirages et miracles de la « pensée 68 »

À la fois réinterprétation d'un sens gnoséologique de l'événement 68 (ce que ce dernier est susceptible de faire à la connaissance) et oracle en demi-teinte sur la portée de sa perpétuation, « La révolution anticipée » est à mon sens la fondation explicite d'une réflexion sur la possible portée cognitive du moment contestataire. Fondation longtemps peu suivie et au destin assez paradoxal, dans la mesure où la première reprise développée du thème, dix-huit ans plus tard, est opérée dans un ouvrage qui apparaîtra aux yeux de C. Castoriadis lui-même comme un complet contresens, dans son titre même et dans ses registres argumentaires, *La pensée 68* de Luc Ferry et Alain Renault (1986)<sup>20</sup>.

Ce dernier livre a suscité maints commentaires, à la mesure de la polémique créée et du changement d'époque qu'il symbolise. On sait qu'il était une machine de guerre (tardive...) contre « le » structuralisme et cette « pensée 68 » qu'il désignait pour la

<sup>20</sup> Il n'aura de cesse de dénoncer ce livre comme une « pensée anti-68 » dans les années 1986-1988.

dé légitimer, en même temps qu'une restauration de la primauté du philosophique sur les sciences sociales. S'il intéresse ici, au-delà de ses faiblesses désormais bien établies<sup>21</sup> et de son traitement presque exclusivement philosophico-philosophique de la « question » qu'il soulève par son titre, c'est au nom de la performativité de celui-ci. En effet, ses auteurs ont opéré là un raccourci et un rapprochement dont les modalités et l'éventuelle valeur d'imposition posent question.

On signalera que le titre n'est pas motivé dans l'ouvrage : il flotte, en quelque sorte, au-dessus du propos des auteurs. Après un premier chapitre « Le type idéal des "sixties" philosophantes » qui prétend dégager un certain nombre de caractéristiques communes aux dites « sixties » (« fin de la philosophie », « paradigme de la généalogie » idéologico-formaliste, dissolution de l'idée de vérité, historicisation des catégories), ils y juxtaposent dans un deuxième chapitre « Les interprétations de Mai 1968 » disponibles alors. Ils reprennent initialement la typologie « pluraliste » de Ph. Bénétou et J. Touchard (1970), avant de faire la part belle aux interprétations développées par Raymond Aron (Aron, 1968), Gilles Lipovetsky (1983)<sup>22</sup> et, dans une moindre mesure, Régis Debray (1978). Jean-Paul Sartre, C. Castoriadis et Edgar Morin sont les seuls références à un « point de vue des acteurs » (*sic*) réduit à la portion congrue (4 pages sur 66 !) et prestement réfuté. Le reste de l'ouvrage, soit environ les deux-tiers du tout, consiste à porter le fer successivement contre « le nietzschéisme français (Foucault) », « l'heideggerianisme français (Derrida) », « le marxisme français (Bourdieu) » et « le freudisme français (Lacan) », avant un ultime « retour au sujet » célébrant Kant et un humanisme tempéré bien français, par contraste avec « cet anti-humanisme allemand dont la pensée 68 n'aura été trop souvent que le prolongement épigonal » (dernière phrase, 343).

Le caractère le plus frappant de ce singulier déploiement est d'entretenir un flou causal entre le motif des « sixties philosophantes » et celui de « 68 », entre les auteurs donnés comme emblématiques d'une « pensée 68 » et les caractéristiques prêtées aux événements via les exégètes mobilisés comme autorités sur la question. Dans un geste qui ressemble à une prétention, les auteurs se défendent d'ailleurs de vouloir établir « un rapport de cause à effet » qui serait pour le coup « simpliste et caricatural ». Le lien entre « la pensée » et « 68 » passe par la dénonciation de propriétés partagées : l'« antihumanisme » des « sixties » et un individualisme éclaté, « vidé de toute substance », passif – par opposition avec l'individualisme classique « subjectif » (*un*,

<sup>21</sup> Voir en particulier les articles de Bernard Lacroix et Cornélius Castoriadis parus dans le numéro 39 de la revue *Pouvoirs* de la même année 1986 ; et surtout les analyses récentes de Serge Audier (Audier, 2008, ici 193-207).

<sup>22</sup> *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain* y occupe une place considérable, d'autant plus étonnante que l'évocation de Mai 68 dans ce recueil d'essais est infinitésimale : deux pages formant la conclusion d'un article consacré aux « Violences sauvages, violences modernes ». Le commentaire de L. Ferry et A. Renault est nettement plus développé que ces petites touches impressionnistes par lesquelles G. Lipovetsky stylise Mai 68 sans avoir l'air d'y toucher. En un sens, c'est leur livre qui a érigé ce *peu* en texte de référence sur le sujet...

monogénique, porté par un vouloir) que les maîtres-penseurs des « sixties » auraient (vainement ?) délégitimé. Autrement dit, l'association, à la fois forte et causalement indéterminée, est le processus que le livre *réalise* à la faveur de juxtapositions adossées à une synchronie implicite et de rapprochements qui font fréquemment l'objet de pas de côté, de proclamations de bonne foi et de nuance...

Quoi que l'on en pense, le livre de L. Ferry et A. Renault, avec ses puissants relais médiatiques, a impatronisé sous forme de quasi-slogan le schème associatif pensée-68. À ce titre, le contenu et la portée de la « démonstration » importent peu, dans la mesure où c'est avant tout l'opération d'étiquetage et d'assimilation qui importe, à un moment (1986) où le structuralisme est déjà largement démonétisé. La production historiographique immédiatement postérieure à sa publication est souvent traversée par le défi qu'il pose – que ce soit pour réfuter, relativiser ou tout simplement éprouver le motif de la « pensée 68 ». On y reviendra. Demeure la difficulté causale, contournée par les duettistes, et qui demeure pourtant un obstacle épistémologique majeur.

### Synchronisme illusoire et mythification

Interroger les incidences que Mai 68 a pu avoir sur les trajectoires contemporaines ou ultérieures des sciences de l'homme est un pari risqué, car l'établissement d'un lien entre un événement complexe et des mutations disciplinaires qui sont synchrones, ou immédiatement postérieures, n'a rien d'évident. Tout l'enjeu de l'exercice (et sa difficulté) consiste précisément à éviter les pièges du synchronisme et des représentations mythifiantes (en positif ou en négatif) que les acteurs savants ont pu produire dans les années et décennies qui ont suivi.

Par « synchronisme », j'entends un raccourci consistant à faire de la stricte contemporanéité ou de la succession rapprochée de deux phénomènes une raison suffisante pour constituer l'un en cause de l'autre. Le problème est particulièrement évident lorsque l'imputation causale ne peut s'appuyer sur des acteurs identifiables, des schèmes actifs (ici dans le mouvement contestataire) ou tout autre trait partagé. Rigoureusement, à l'exception d'individus, de collectifs ou d'actes politiques se revendiquant explicitement d'un legs de Mai 68, ou au contraire d'une volonté de rétorsion, et notamment en ce qui concerne des caractéristiques idéologiques, on devrait se cantonner au registre précautionneux de *l'air de famille* ou de l'homologie. Parmi les plus étonnants et les plus tenaces biais causaux, on trouve notamment l'imputation à 68 de processus de vaste diffusion (de la psychanalyse, de la sociologie, de l'histoire anthropologisante des *Annales* troisième génération, sans parler du triomphe de l'histoire dans le « grand public<sup>23</sup> ») propres à la décennie 1970. Plus généraux encore sont les

<sup>23</sup> Dès 1988, à l'occasion de la table ronde « Mai 68 et les sciences sociales » organisée à l'Institut d'histoire du temps présent (Collectif, 1989), ce raccourci synchronique avait été énoncé (Dosse, 1989) mais immédiatement déconstruit lors des moments de discussion.

actes de décès prononcés en temps réel ou à l'heure des premiers bilans décennaux : on sait la popularité de diagnostics portant sur la mort du structuralisme (Épistémon, 1968 ; exemples dans Dosse, 1995) ou le déclin du marxisme qui, avec ou sans « ruse de la raison<sup>24</sup> », sont directement indexés sur Mai 68. De telles invocations n'opèrent en fait que sur le plan symbolique : elles ne sont le plus souvent que pure manipulation de boîtes noires dans une perspective performative. Mais leur valeur de généralité et leur simplicité expliquent sans doute leur cristallisation sous forme de stéréotypes intellectuels à charge éventuellement fluctuante : le couple structuralisme/68 a donné lieu par exemple à deux associations parfaitement contradictoires, l'un sur le mode de la symbiose (par exemple chez L. Ferry et A. Renault), l'autre sous celui de l'antagonisme (Épistémon).

Dans tous les cas, la fonction de boîte noire symbolique assigné à Mai 68 illustre ce que j'ai appelé « mythification ». L'événement est épuré, plus ou moins débarrassé de contenu, pour devenir un *mythe des origines*, placé en amont d'un nombre incalculable de tendances ultérieures plus ou moins avérées, plus ou moins contradictoires. Dans de telles conditions, le synchronisme n'est plus une condition nécessaire : une tradition interprétative circulant de commentateur en commentateur fait foi<sup>25</sup>. Une autre modalité de cette mythification engage quant à elle une expérience personnelle de l'époque, vécue le plus souvent sur un mode négatif, et retraduite dans une mise en scène mémorielle qui fait de Mai 68 l'incarnation du chaos et de la destruction. J'en prendrai un exemple, relativement nuancé, aux confins de l'autobiographie et de l'histoire disciplinaire.

Henri Mendras a publié en 1995 un récit<sup>26</sup> qui balance entre expérience subjective et ambition d'éclairer l'histoire de la sociologie française, *Comment devenir sociologue. Souvenirs d'un vieux mandarin*. L'ouvrage est composé en deux parties *grosso modo* chronologiques, dont la ligne de coupe est précisément 1968 – ce qui n'est pas anodin. La deuxième partie commence par un prélude intitulé « L'effet 68 » (p. 165-173) qui est tout à la fois une chronique des événements vécus par H. Mendras, une reprise d'anecdotes satiriques et, par touches successives, le développement d'une thèse sur ce que Mai 68 a fait à la sociologie française. La posture est au demeurant nuancée : précisant d'emblée qu'il a « vécu avec plaisir mai et juin 1968 », l'auteur se campe en observateur détaché et narquois. Pourtant, l'ensemble du livre, sous la façade d'un récit nonchalant et distancé, est émaillé d'appréciations lapidaires qui pour le coup

**24** Schème hégélien utilisé d'abondance par Régis Debray dans son pamphlet anti-68 publié dix ans plus tard (Debray, 2008). Pure « opération de pensée » supposant la connaissance d'un futur inaccessible aux acteurs que l'on fustige, sans signification empirique, la « ruse de la raison » (ou de l'histoire, entre autres avatars) est une mystification. Par la suite, j'ai utilisé le syntagme ironique de *ruse ex-post* à chaque fois que je voulais mettre à distance ce type d'opération.

**25** Voir *supra* les analyses sur *La pensée 68* et ses « autorités » revendiquées.

**26** Il s'agissait à l'origine d'entretiens avec Patrick Le Galès et Marco Oberti, croisés avec d'autres témoignages de contemporains, mais réécrits sous la forme finale d'une narration à la première personne.

dramatisent les circonstances : « Mai 68 arriva, qui brisa net l'entreprise [de mécénat du CNPF] » (p. 120), « 1968 a cassé tout ce qui était en train de se mettre en place » (p. 167), etc. Le motif de la « catastrophe » est repris à de nombreuses reprises. L'auteur a rationalisé la nature de celle-ci avant même d'entreprendre le récit des événements :

On ne peut mieux résumer, je crois, le changement de climat de la recherche et le sentiment qu'avaient la plupart d'entre nous d'être devenus respectables [dans les années 1960]. Mai 1968 cassa la baraque, montrant que cette forme d'institutionnalisation favorisée par la société technocratique des Trente Glorieuses n'était adaptée, ni à l'esprit de la discipline, ni aux traditions de la société française. Nous étions pressés de réussir et nous arrivions à une catastrophe. Étrange histoire. De la catastrophe sortit un autre renouveau, tant la vitalité du milieu était forte. Par une curieuse ruse de l'histoire, les révolutionnaires de Mai 68, qui voulaient mettre à bas la vieille société française vermoulue, ont tué les innovations qui se préparaient dans notre domaine et nous ont obligés à entrer dans le jeu le plus traditionnel des institutions françaises. (Mendras, 1995, 134)

Autant H. Mendras délimite assez clairement ce qui s'est perdu selon lui (la « respectabilité » au premier chef, et une certaine idée de la modernité), autant il ne fait que suggérer très brièvement par quel processus les ébauches d'institutionnalisation sur un mode entrepreneurial des années 1960 ont été « cassées » par « Mai 1968 ». Il lui faut pour cela ériger les événements en contexte ayant propulsé la sociologie sur le devant de la scène (p. 165-166) et postuler qu'une incarnation de la contestation par une certaine sociologie a eu pour effet d'associer l'*ensemble* des praticiens d'alors à une imagerie gauchiste, les rendant « dangereux pour la droite au pouvoir » (*ibid.*<sup>27</sup>). Par la suite, il semble tempérer cette « catastrophe » en notant que « dans la période qui a suivi soixante-huit, les administrations ont pris un goût soudain pour la recherche sociologique, et ont dépensé quantité d'argent à [son] profit. » (p. 170) Mais cet « effet inattendu [*sic*] de soixante-huit [...] très bénéfique pour la croissance globale de la discipline », s'est opéré au prix d'un « retournement institutionnel » dans lequel les jeunes mandarins des années 1960 (M. Crozier, A. Touraine, E. Morin...) auraient été en quelque sorte dépossédés de l'initiative de la recherche et « récupérés, selon le mot de l'époque, par la société française et ses structures traditionnelles » (*ibid.*, p. 169)<sup>28</sup>.

Ainsi, le roman d'une génération devient le récit d'un échec ou d'un élan brisé sous l'effet d'un mouvement qui, par une double série de déplacements, capte l'identité de la

<sup>27</sup> Deux pages plus loin, le même motif est répété à l'identique : « Puisque la révolution était issue du département de sociologie de Nanterre, puisque Touraine était le prof de Cohn-Bendit, la sociologie devenait suspecte, alors que nous avons pris tant de mal à nous rendre respectables et même légitimes » (p. 167-168).

<sup>28</sup> Au demeurant, Michel Amiot a développé une toute autre analyse du même processus de perte d'indépendance dans « La scène où il apparaît que, face aux planificateurs-économistes, les sociologues renoncent à s'organiser en acteur collectif » dans *Contre l'État, les sociologues : éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France, 1900-1980* (Amiot, 1986, 81-97). Cf. également P. Masson, 2006, « Le financement de la sociologie française : les conventions de recherche de la DGRST dans les années soixante », *Genèses*, 62, 110-129.

discipline et aboutit à sa dissémination nationale sous des formes satisfaisant l'« ordre établi » (p. 169). Là où H. Mendras voit avec insistance une « ruse de l'histoire », il est tout aussi loisible de lire une simplification analytique par laquelle plusieurs configurations (la dévolution des crédits de recherche en France, la morphologie et la géographie de la communauté sociologique), soumises à une transformation historique durant cette période, sont ramenées à une « catastrophe » qui les surdétermine. Par sa schématisation et son hypostase de 68, et son usage du schème mystificateur de la *ruse ex-post*, une telle narration n'est pas seulement mythifiante. Elle aboutit à une forme de sociocentrisme<sup>29</sup> qui à la fois indigénise le *tout* des événements et interdit de poser l'hypothèse contrefactuelle de leur éventuelle contingence (fût-ce pour la discuter). Par sa réduction des événements de mai-juin 1968 à une *vulgarisation* de la sociologie<sup>30</sup>, elle s'interdit de penser une pluralité d'effets et de feedbacks, mais aussi d'inerties, souvent dans des contextes micro-sociaux davantage qu'à l'échelle de la France. Au total, en les délégitimant par avance<sup>31</sup>, elle rend assez paradoxales les bifurcations ou accélérations ayant changé le visage de la sociologie française dans les années 1970.

Ces *Souvenirs d'un vieux mandarin* sont loin d'être la version la plus caricaturale de la mythification des « effets de 68 ». Bien au contraire, ils en donnent une version argumentée, quoi que l'on puisse penser des dits arguments. Ils illustrent une légende noire de 68 qui fait partie de l'imaginaire politique des droites françaises. Il est rare d'en trouver des occurrences aussi développées et aussi magnanimes, en particulier en ce qui concerne l'université et la recherche<sup>32</sup>. D'une certaine manière, on pourrait se demander si synchronisme et mythification ne sont pas les deux faces – pour partie polarisées politiquement – d'un même traitement causal « en gros » des effets supposés de Mai 68.

### Des conséquences supputées à l'« illusion étiologique »

Traitant de la même question à un autre niveau de généralité et sur des enjeux mémoriels de plus vaste portée, Boris Gobille voit d'abord et avant tout dans cet usage causal de Mai 68 une forme d'anachronisme :

<sup>29</sup> Entendu comme ethnocentrisme de sociologue et comme rapprochement d'évidence entre l'évolution de la société française et le destin particulier du microcosme sociologique.

<sup>30</sup> Vulgarisée dans toutes les strates de la société à partir du chaudron nanterrois, elle devient vulgaire en étant appropriée par n'importe qui (voir note suivante).

<sup>31</sup> « Le résultat fut d'entasser rapports sur rapports et d'embaucher sous contrat des enquêteurs qui se sont rapidement crus des chercheurs, alors qu'ils n'avaient eu qu'une formation sur le tas dans une équipe, sans culture générale ni sociologique suffisante au départ. » (*Ibid.*, p. 171).

<sup>32</sup> On pourrait en donner une autre illustration dans la géographie française à travers les écrits de Paul Claval (1996, 1998) et l'on trouvera abondance de matière dans *Le Mai 68 des historiens* (Callu, 2010), en particulier dans l'article de M. Chermette et A.-S. Lechevallier, « Des droites : postures et récits de réactions », p. 159-168.

[...] en contravention avec les règles élémentaires du métier d'historien, ces analyses versent le plus souvent dans l'anachronisme puisqu'elles interprètent Mai 68 à partir de ses conséquences, voire à partir de ses conséquences « supposées », qui, seules, diraient ce qu'était, au fond, « l'esprit de Mai ». Or, rien de rigoureux n'autorise par exemple à affirmer que l'individualisme apolitique censé être caractéristique des années 1980, est une conséquence de Mai 68, événement producteur à l'inverse, d'incitations à la politisation et à l'action collective, et marqué, qui plus est, par une dynamique de mobilisations sans équivalent dans la France d'après 1945. [...] Parler à la place des événements et de leurs acteurs, et même contre eux, sans autre théorie que la « ruse de l'Histoire » démasquant les continuités derrière les ruptures, sans autre méthode d'enquête qu'un *cut-up* incontrôlé des faits réduits le plus souvent aux slogans de Mai, est une démarche qui autorise tous les travestissements historiques, toutes les ventriloquies, tous les discours d'autorité se passant de l'épreuve des faits. De plus, elle est le plus souvent empreinte de légitimisme puisqu'elle ne retient d'un mouvement extraordinairement marqué par la critique des légitimités et des normes dominantes que ce qui, finalement, aurait servi et conforté ces dernières – individualisme, modernisation des entreprises et de l'État, capitalisme. (Gobille, 2008a, 17-18)

S'il renvoie fermement ces « essais sur le "sens des événements" ou "l'esprit de Mai" [...] au titre de ce qu'il ne faut pas faire » (*ibid.*, p. 18), B. Gobille attache à la fois plus de respect et plus d'énergie à critiquer cet autre biais causal, symétrique en quelque sorte, qui consiste à expliquer « l'événement-68 » par des déterminants ou des conditions de possibilité, procédé qui efface la « dynamique de crise » en la rabattant sur « ses origines » (voir Gobille, 2008b, ici 322-325). Nourrie par des objections maintenant classiques sur ce qui constitue une « illusion étiologique » (Dobry, 2009 [1986]), sa défense et illustration d'une « Sociohistoire du temps court » (Gobille, 2008b) insiste, au contraire, sur la façon dont l'événement « rompt les régimes ordinaires d'intelligibilité du monde social » et « sépare un présent où le sens est brusquement devenu incertain, d'un passé où les grilles de lecture du monde semblaient solidement assises et pertinentes » (*ibid.*, p. 325). Ce faisant, « l'ensemble du *travail symbolique* des acteurs plongés dans la crise » (*ibid.*) devient un objet d'attention privilégié, sensible à la fois à la diversité irréductible des registres critiques et aux « appropriations, bricolages et braconnages pouvant aller jusqu'à l'entente dans le malentendu » d'où émerge ce « cadre global (*master frame*) » qu'est « la critique anti-autoritaire » (*ibid.*, p. 327)<sup>33</sup>.

Transposé dans le cadre d'une histoire des sciences, ce discours de la méthode invite à ne pas réduire les répertoires de mobilisation de Mai 68 et de ses prolongements (quand il y en a eu), tout en laissant ouvert ce que pouvait signifier la critique

**33** Cette évocation, forcément schématique, laisse dans l'ombre pour des raisons de lisibilité les très nombreuses références théoriques que Boris Gobille articule dans ses divers écrits de synthèse publiés en 2008, mon propos présent n'étant pas de faire une exégèse de son travail mais d'en mobiliser certaines propriétés heuristiques.

de l'autorité dans des univers savants fortement différenciés<sup>34</sup>. Il appelle l'examen détaillé de la synchronisation en des lieux spécifiques de motifs nationaux (une critique politique), disciplinaires (une critique « corporatiste ») et locaux (une critique sociale engageant une institution située). L'analyse du syncrétisme *in situ* des répertoires critiques peut être replacée dans des temporalités qui les associe (dans l'événement) ou les décroche (dans cette trajectoire de portée variable que constitue le ressac des années contestataires).

La conscience des risques d'illusion étiologique, telle que formulée par M. Dobry et B. Gobille, implique entre autres, pour la sphère savante, de réexaminer le schème de la « transformation morphologique » (Bourdieu, 1987) – expliquant la crise universitaire des sciences humaines par une croissance démographique sans précédent et ses effets de transformation des positions sociales – en regard d'autres processus ou configurations actifs dans les années 1960 (à commencer par la situation des marchés et la trajectoire symbolique des disciplines). Faute de quoi l'on ne saurait comprendre les différences entre des disciplines qui sont loin d'avoir connu des processus critiques d'intensité et de forme similaires. Et dans un mouvement conjoint, ils incitent à faire le départ entre ce que les incidences de 68 doivent aux conditions structurales héritées de la séquence antérieure et ce que la dynamique de la crise et son reflux introduisent d'inédit, d'« inouï ».

Comme on peut le deviner au regard de ce qui a été précisé dans l'introduction, ces axes problématiques demeurent encore de l'ordre du programme et de la clause de méthode, au regard du matériel empirique disponible concernant les « années 68 » des sciences de l'homme et de la société. Dès lors, pourquoi s'infliger un tel *surmoi* alors même que le domaine d'étude demeure à défricher ?

## À la croisée de deux historiographies peu jointives

Sous réserve de prolongation d'inventaire, l'incorporation de 1968 dans des travaux d'histoire des sciences humaines s'est opérée à la fin des années 1980, au moment où s'est amorcée l'historicisation de l'objet. Deux exemples inauguraux me permettront d'esquisser ce que pouvait être son statut dans des enquêtes menées avant l'imposition du schème de la « pensée 68 ». À la suite de quoi, j'envisagerai le numéro spécial des cahiers de l'IHTP « Mai 68 et les sciences sociales » (1989) comme le moment inaugural d'une réflexion *spécifique* sur les incidences des événements, marqué à la fois par l'évidence et par un réel travail. Enfin, j'essaierai de dégager comment le processus

<sup>34</sup> On pourrait à titre d'exemple opposer la situation de champs fortement éclatés et polarisés par des figures tutélaires fortes – ainsi la sociologie ou la psychanalyse – et d'autres beaucoup plus homogènes et partant faiblement polarisés, dont la géographie des années 1960 fournit un bon exemple. Voir mon texte à ce propos dans le même volume.

de contestation savante de la vulgate (depuis la fin des années 1990) a eu des effets mitigés sur l'écriture de l'histoire des sciences humaines.

### **La relativisation comme réflexe historiographique instinctif (avant 1989)**

Dans le deuxième volume de la monumentale *Histoire de la psychanalyse* qu'Elisabeth Roudinesco publie pour la première fois en 1986, les « barricades de mai » (Roudinesco, 2009, 1219) occupent une place indiscutable, mais relativement accessoire. Un chapitre de la dernière partie est en quelque sorte écrit sous leur signe, « Sunset Boulevard : misères et splendeurs de la contestation » (1214-1314), prolongé par un développement un peu plus court, « Psychanalyse à l'université » (1315-1358), qui ouvre le chapitre suivant, « Royaumes éclatés ». D'un strict point de vue quantitatif, cela pourrait sembler substantiel, si l'on ne prêtait une plus ample attention au dispositif historiographique.

Contrairement à ce qui se passera souvent par la suite, É. Roudinesco ne construit pas cette date comme une coupure majeure et comme une source spécifique d'intelligibilité. Un thème « de mai » (la contestation) contribue toutefois au chapitrage et l'analyse de l'insertion de la psychanalyse à l'université insiste sur les effets d'opportunités que 68 a ouverts indirectement à ce champ via les institutions nouvelles (Paris VII, Vincennes) créées par les réformes d'Edgar Faure. Le chapitre « Sunset Boulevard » s'ouvre par une introduction<sup>35</sup> où sont analysées les tendances intellectuelles de « la rébellion de mai », divisées entre une ligne « orthodoxe », « normée » et une ligne « libertaire ». L'annonce de ce qui va être la structure du chapitre se nourrit de l'affirmation qu'« une véritable rencontre se produit [...] entre la thématique de la contestation et celle d'un structuralisme fonctionnant déjà sur le registre d'une subversion » (Roudinesco, 2009, 1215).

Dans l'écriture des développements, on constate en revanche que la référence est diluée dans une succession de thèmes qui sont développés de manière autonome, selon des temporalités dans lesquelles 68 est souvent un point de passage, éventuellement un révélateur, voire un accélérateur, mais comme en passant. En outre, qu'il soit question de la remise en cause de la psychiatrie antérieure, du développement du féminisme ou des entreprises d'avant-garde entremêlant marxisme, littérature et psychanalyse (propos centré sur la revue *Tel Quel*), la connivence avec 1968 est supposée davantage que travaillée. Chacun de ces récits (hybridant *tableau* et *narration*) a sa logique propre, ses enjeux, ses digressions. Occasionnellement, l'auteure injecte « l'agitation estudiantine », « l'esprit de mai », la « grande marée rouge » et autres motifs stéréotypiques dans son propos, réalisant une sorte d'indexation des thèmes de

<sup>35</sup> Curieusement occultée par une structure de paragraphe, « Le grand déclin de la psychiatrie dynamique », qui la dissimule.

la période. Mais ce qui domine est une histoire des idées attentive à leur socialisation (voire à leur politisation) et se déployant en faisceaux de séquences successives (celle de l'antipsychiatrie par exemple, qui se clôt par l'*Anti-Œdipe* et ses effets « paradoxaux »). L'histoire de la rencontre entre les mouvements de femmes et la psychanalyse insiste certes sur le moment crucial de l'après-mai, mais en le replaçant dans une histoire longue dont il est un jalon, constitué par des actrices et des perspectives au répertoire propre. Le sous-chapitre « Front rouge et années de braise » est un monument de causticité qui confine souvent au picaresque, prétexte pour parler des relations de Lacan avec la littérature et du communisme à la psychanalyse.

Cette écriture historiographique, on l'aura réalisé, est loin de mythifier 68, ce qui apparaît salubre. En revanche, il est tentant d'y lire une sorte de décalage : entre le registre stéréotypé, un peu désinvolte, par lequel est mobilisée une certaine imagerie de la période, et la minutie et l'érudition attachés à l'arpentage de thèmes engageant la pensée ou la communauté psychanalytiques. Le seul motif donnant un sens particulier à l'incidence des événements dans l'histoire de la psychanalyse, entaché d'implicite et de métaphoricité, serait celui du crépuscule grandiose du lacanisme : « Pendant les dix années qui suivent la révolte de mai, le lacanisme, comme forme française de l'aventure freudienne, domine la scène avec une magnificence qu'il ne retrouvera jamais » (Roudinesco, 2009, 1216). Le motif se fait plus insistant et presque narquois dans ce qui représente une explicitation du titre du chapitre, une clôture de la réflexion globale et une condensation sarcastique : « Pour l'histoire française de la psychanalyse, les barricades de mai jouent le rôle d'un avènement du cinéma parlant sur la grande scène hollywoodienne : *Sunset Boulevard...* » (*ibid.*, 1219). C'est qu'à y regarder d'assez près, le diagnostic – général ou particulier – joue sans cesse du paradoxe et du retournement : « authentique brisure » malgré laquelle la « pensée moderne » subvertit « la civilisation du livre et de l'écriture », « mouvement [...] dévoré par ceux-là mêmes qui avaient été ses artisans » (*ibid.*, 1215), occasion d'une institutionnalisation universitaire de la psychanalyse dont É. Roudinesco nous narre les contradictions intellectuelles (Censier et sa « psychologie clinique ») et les luttes de pouvoir sordides (l'expérience vincennoise avec pour climax l'éviction de Serge Leclair). Autrement dit, il y a tous les ingrédients d'une victoire à la Pyrrhus du lacanisme, qui par une série de ruses ex-post a été subverti par son triomphe précaire.

Cette présentation, forcément schématique, montre l'incorporation d'un « 68 » simple jalon dans une histoire longue, scène de rencontres plus ou moins pérennes avec d'autres mouvements historiques, moment articulateur en quelque sorte, dont l'articulation est créatrice, même si de façon éphémère parfois (l'antipsychiatrie, l'âge marxo-sémiotico-lacanien de *Tel Quel*), ou alors pérenne au prix d'un changement de ligne (l'institutionnalisation comme soumission inéluctable à des normes). L'incidence des « barricades » est relativisée par dilution dans des trajectoires qui les traversent,

ou par bornage (entre 1975 et 1981, c'est une autre époque qui commence), même si leur sens suggéré est celui d'une parenthèse hybride et assez hétérodoxe.

Dans un tout autre registre, et avec des préoccupations fort différentes, Michel Amiot a publié la même année *Contre l'État, les sociologues : éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France, 1900-1980*, qui se voulait un « bilan » de celle-ci (Amiot, 1986, 7). L'ambition réelle dépasse largement cet horizon modeste : enchaînant analyses de contenu et réflexions sociologiques, l'ouvrage entend embrasser « l'échantillon le plus large possible de théories et de résultats » (*ibid.*, 8) relevant de la sociologie urbaine française<sup>36</sup>, de la thèse de Maurice Halbwachs (1909) aux travaux d'Yves Barel publiés dans les années 1980. Il passe en revue un nombre substantiel de travaux et d'auteurs (Paul-Henry Chombart de Lauwe, Michel Crozier, Alain Touraine, la « sociologie néo-marxiste » des années 1970). Comme son titre l'indique, la thèse de l'ouvrage est de montrer combien la « complicité querelleuse » régnant entre les planificateurs de la haute fonction publique et les sociologues<sup>37</sup> a fortement déterminé les propriétés et la trajectoire de ce champ de recherche. Ouvrage « de référence » dans son domaine pendant deux décennies, malgré les réticences qu'il a pu inspirer à certains des protagonistes qu'il met en scène, il est davantage contesté depuis que le travail sur les archives de cette scène s'est développé (*grosso modo* depuis le milieu des années 2000). Il n'en demeure pas moins un effort historiographique de longue haleine, comme il en existe assez peu en sciences sociales en dehors de la vulgarisation pour étudiants, et la finesse de ses analyses demeure souvent fort stimulante.

Alors que les travaux antérieurs en histoire de la sociologie butaient encore souvent sur 1968 comme terme ultime de l'analyse (voir Drouard, 1982), *Contre l'État, les sociologues* illustre l'incorporation de la séquence des années 1970 dans un propos d'histoire des sciences élargi. Comme chez É. Roudinesco, la date 1968 n'occupe pas une place considérable et ne fait pas apparemment saillie dans la structure de l'ouvrage. Elle apparaît au troisième niveau de structuration, dans un développement venant clore le chapitre 4 (« Les premiers résultats de la confrontation entre les sociologues et les planificateurs-économistes »), intitulé « Mai 1968 ou la remise en cause générale des modèles » (Amiot, 1986, 118-124). Après avoir noté (c'est un *topos* récurrent) la façon dont « les réflexions des sociologues et des planificateurs réunis pour discuter ensemble vers 1965 sont abruptement pris de court par les événements de mai-juin 1968 », M. Amiot reprend une analyse de Gérard Pavy et H. Mendras datant

**36** Dans l'introduction, l'auteur reconnaît des « divagations [...] dans le champ global de la sociologie » justifiées par sa problématique. La variation historique des processus d'étiquetage disciplinaire n'intervient pas, en revanche, dans la justification de son corpus.

**37** « Nous avons en effet choisi de considérer comme essentiel le fait que la sociologie urbaine française a polémique avec une remarquable constance contre les mêmes protagonistes, depuis sa naissance [...] jusqu'à la période contemporaine. Ces protagonistes sont, pour parler vite, l'économie comme discipline et l'État comme auteur de discours savants et auto-justificatifs. La sociologie urbaine s'est définie sur tous les tons, et on verra qu'ils furent divers, par la soustraction des phénomènes urbains à cette double emprise » (Amiot, 1986, 8).

de 1980 constituant le changement de conjoncture économique en 1965 en « origine » de la « rupture sociale » ayant lieu trois ans plus tard. Puis, s'étant refusé à « dire ce qu'a été le phénomène de mai-juin 1968 [qui] dépasse [son] propos », il se concentre sur la façon dont M. Crozier et A. Touraine ont chacun de leur côté pris en compte les événements pour les incorporer à leur modèle d'analyse de la société française. Non sans malice, il décortique des processus de corroboration et d'ajustement qui relèvent pour partie de l'exercice de voltige. Il infère aussi de la lecture dualiste du mouvement (novateur par ses aspirations mais « archaïque » dans ses analyses) proposée par A. Touraine, son attitude étonnamment accueillante<sup>38</sup> à l'égard de certaines figures néo-marxistes (à commencer par Manuel Castells et Jean Lojkine).

À première vue, ce traitement peut sembler assez relativisant et relever d'une forme d'évitement partiel. Pourtant, l'opération est moins insignifiante qu'elle n'y paraît. Énonçant que « la génération des chercheurs marxistes d'après 1968 » constitue un « vaste courant de recherche » (p. 125) significatif pour son enquête, M. Amiot va immédiatement après leur consacrer trois chapitres et demi, soit plus d'un quart de son ouvrage. Et, explicitement, l'ensemble de cette mouvance est identifiée par une typification générationnelle qui élargit la portée de mai-juin 1968 en le constituant en point origine d'une sensibilité importante et qui n'a pas de référence antérieure dans la tradition étudiée. M. Amiot ne dit rien de ce surgissement, de l'ordre de l'évidence, comme si le « néo-marxisme » surgissait par *génération spontanée* de l'événement. À ce titre, il y a manifestation d'une « rupture d'intelligibilité » (comme dirait B. Gobille), qui a l'inconvénient de ne se dire qu'en creux, au risque de l'impensé. M. Amiot se montre plus intéressé par ce qui relie la sociologie urbaine marxiste à ses devancières qu'aux conditions de son surgissement.

Au demeurant, ce n'est pas la seule trace d'une inscription de 1968 plus forte qu'il n'y paraît : en amont dans l'ouvrage, l'auteur développe une analyse *virtuose*<sup>39</sup> du double jeu de ses protagonistes au milieu des années 1960, intitulée sur un mode parodiant le feuilleton populaire, « La scène où il apparaît que, face aux planificateurs-économistes, les sociologues renoncent à s'organiser en acteur collectif » (Amiot, 1986, 81-97). Il y interprète la prise en main et l'intensification du financement de la recherche en sociologie par les planificateurs à partir de 1965 et surtout de 1968 comme le fruit d'une incapacité des ténors de la sociologie de l'époque à s'accorder et comme un refus des tutelles institutionnelles (le CNRS au premier chef) de se voir exclure du jeu. Dès lors, la multiplication des sources de crédit et l'intensification du financement dans la période 1965-1975 sont lues comme une tactique étatique de mise en concurrence des sociologues qui égalise les statuts au grand dam des jeunes

<sup>38</sup> M. Amiot souligne combien cet accueil au Centre d'étude des mouvements sociaux n'allait pas de soi, au regard des orientations théoriques de son patron.

<sup>39</sup> Cette caractérisation est moins un jugement de valeur de ma part qu'une caractérisation de son statut dans l'économie du livre et de son déploiement en *performance explicative*.

mandarins et passe outre le radicalisme des « néo-marxistes » en vertu d'une logique qui escompte des résultats utilisables à la marge ou à l'insu du contrôle exercé par les sociologues sur leur propre production<sup>40</sup>. Un double système de saturation de l'offre (de commandite, *via* la multiplication des bureaux d'études, et de recherche, *via* la prolifération des associations privées à but non lucratif) permet à chacun de « faire son marché » chez l'autre et de trouver finalement satisfaction. Dans un tel contexte, 1968 apparaît comme un moment d'amplification des clivages au sein de la sociologie, qui reconfigure le « rapport de forces d'ordre politique sur le terrain de la connaissance » (*ibid.*, p. 91) entre une communauté « critique » et des planificateurs visant un usage instrumental des sciences sociales. Mais, plus profondément, 1968 est lu comme le moment à partir duquel les décideurs étatiques auraient renoncé à maîtriser la société française, déplaçant leur attente vers un « monopole de la connaissance scientifique légitime de la réalité sociale » (*ibid.*, p. 93). En revanche, cette séquence 1965-1975, dont les événements constituent un moment de bifurcation significative, se ferme à partir de 1976, sous l'effet de la crise économique, de changements dans la politique de la recherche, et du processus d'intégration des « hors statuts » (dont M. Amiot fait une lecture particulièrement stimulante, parce qu'elle se démarque de toute espèce de sociocentrisme).

En définitive, la réflexion de Michel Amiot semble croiser et traverser sans cesse « le phénomène de mai-juin 1968 » avec un mélange de liberté et de candeur : le moment n'est ni oppressant ni sur-signifiant, qui réfracte et accélère la trajectoire de la sociologie (urbaine) et de ses praticiens, avec une part de *happening* et d'inédit dans la recomposition démographique de la communauté, largement hors de contrôle durant une brève période (1968-1975). En revanche, la transformation intellectuelle n'est qu'effleurée : elle est un donné davantage qu'un problème, peut-être parce que jugée éphémère (à l'aune de l'évanouissement des questionnements « néo-marxistes » ?).

### Changement d'optique : la cristallisation de 1989

Dans leur dissemblance, les deux sommes que je viens d'examiner illustrent une constitution de « Mai 68 » en simple jalon et parenthèse vite refermée d'historiographies singulières, contingent du point de vue du développement scientifique. Aboutissement de recherches plus anciennes, elles sont publiées la même année que *La pensée 68*, dont elles méconnaissent la scénographie et le pouvoir d'interpellation. Il en va différemment pour le premier travail d'histoire des sciences sociales spécifiquement confronté à 1968, une table ronde organisée à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) le 10 juin 1988 durant une séquence « commémorative » du vingtième anniversaire,

<sup>40</sup> Ainsi le Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social (CORDES) est envisagé par M. Amiot comme une « structure de pilotage de la recherche par indétermination » (96) fonctionnant « comme un marché » où s'ajustaient les attentes des protagonistes (chercheurs de divers statuts, commanditaires).

publiée un an plus tard (avril 1989) sous une forme à mi-chemin entre littérature grise et édition savante : un numéro des *Cahiers de l'IHTP* (Collectif, 1989)<sup>41</sup>. Comme je l'ai déjà indiqué, 1988 est le moment où s'amorce la révision historique de 1968 et un début de contestation savante de la vulgate. On pourrait lire la table-ronde de 1988 comme un moment de cristallisation spécifique d'une histoire des sciences de l'homme questionnant l'incidence de Mai 68. Pourtant, l'intérêt du volume fait contraste avec son peu d'écho ultérieur. De fait, il a fallu vingt années supplémentaires pour inscrire à nouveau la thématique à l'agenda des manifestations scientifiques françaises.

L'un des intérêts (et non moins des moindres) de la publication est de restituer la confrontation entre les contributeurs et un auditoire, d'où émane une série de réactions, individuelles ou collectives. Ce dialogisme reconduit donne à saisir ce qui fait enjeu à l'époque. Le texte de cadrage<sup>42</sup> met en avant une double interrogation, croisement dialectique en quelque sorte : « Les sciences sociales ont-elles joué un rôle spécifique dans le mouvement étudiant et le déclenchement de Mai 68 ? Ce mouvement et cet événement ont-ils eu des répercussions sur la production en sciences sociales d'après Mai 68 ? » La première question est relativement peu abondée, à la différence de la seconde. En l'occurrence, si la croyance dans des « effets<sup>43</sup> » de 1968 sur les sciences sociales semble faire consensus, les discussions sont très peu épistémologiques<sup>44</sup> et portent pour l'essentiel sur le bien fondé de telle ou telle imputation causale ou sur des aspects jugés lacunaires. Il y a un accord tacite sur la légitimité de la question et seules des réponses particulières peuvent faire débat. Néanmoins, une succession de désaccords et d'ajustements font saillir un schème promis à devenir un classique de l'analyse des « effets », qui voit en Mai 68 non pas tant une scène originelle qu'un moment de diffusion, d'accélération et d'amplification de processus divers, amorcés auparavant mais ayant trouvé une formidable caisse de résonance à l'occasion des événements.

Les contributions dont on dispose<sup>45</sup> sont très disparates et d'un intérêt fort variable, à la mesure de la diversité des participants : les interventions d'Olivier Mongin<sup>46</sup> et Gil

**41** Ce choix, ainsi que l'absence d'une réédition ultérieure ou d'une mise en ligne (jusqu'à présent), atteste du caractère relativement confidentiel de l'entreprise et du fait qu'elle n'a pas été jugée susceptible d'intéresser un public large.

**42** M. Pollak, « Signes de crise, signes de changement » (Pollak, 1989).

**43** Dans un « commentaire » par ailleurs fort stimulant, Michelle Perrot oppose à propos de 68 « effets » (*i. e.* conséquences ?) et « causalité » (*i. e.* explication des origines ?) avant de monter en généralité et d'évoquer « ce refus général de la "causalité" qui caractérise l'approche des sciences sociales, surtout depuis Mai » (Perrot dans Collectif, 1989, 61).

**44** À l'exception de l'introduction du texte de Louis Pinto, le seul à constituer la question des effets en problème. De son côté, le texte de Gérard Mauger revendique une « lecture double, externe et interne, des productions intellectuelles », ce qui est une façon de revendiquer la valeur heuristique d'une lecture des incidences cognitives de l'événement.

**45** Fait défaut une version écrite de la contribution (orale) de Daniel Bertaux, « De la sociologie au militantisme : un phénomène international », même s'il en demeure des échos dans les commentaires et les discussions collectives.

**46** Encore secrétaire d'*Esprit* au moment de la table-ronde, il en est devenu le directeur dans l'année qui sépare la séance de sa publication.

Delannoi<sup>47</sup> ont le style et le flou des productions essayistes dominantes à l'époque – ce sont d'ailleurs celles qui se réfèrent explicitement à la *Pensée 68* (dans des perspectives contradictoires) ; les autres contributions reposent sur des élaborations davantage spécialisées, opérant parfois essentiellement en amont (Frédérique Matonti, « Entre Argenteuil et les barricades : *La Nouvelle Critique* et les sciences sociales) ou en aval (Gérard Mauger, « L'approche biographique en sociologie : une démarche "contestataire" » ; François Dosse, « Mai 68 : les effets de l'histoire sur l'histoire »), le parti pris de la *traversée* est adopté par Louis Pinto dans « Mai 68 et le rapport des philosophes aux sciences de l'homme » et par Liane Mozère dans « Le CERFI : une communauté de travail, une expérience politique, une démarche analytique ». L'échelle d'analyse est extrêmement variable, sans que la pertinence soit forcément indexée sur la précision de l'enquête : les trois « commentaires » généraux de Michelle Perrot, Françoise Cribier<sup>48</sup> et René Rémond sont parmi les plus suggestifs du volume.

Le texte de Michael Pollak, « Signes de crise, signes de changement » fait office d'introduction et de texte de cadrage, même si son principal champ de pertinence est la sociologie. Le rôle de M. Pollak dans cette élaboration collective est assez ambigu : désigné comme codirecteur de la publication, il est très peu présent dans les discussions. Il est à noter que le bilan proposé à la fin de son article constitue une sorte de retournement, qui relativise fortement la place de Mai 68, « événement intermédiaire », sous les auspices de l'ouvrage de Jacques Capdevielle et René Mouriaux *Mai 68, l'entre-deux de la modernité* (1988). La clause du texte dit plus nettement encore une perplexité non résolue : « il reste difficile et malaisé de trouver l'étiquette adéquate pour désigner d'un seul mot ce qu'ont été Mai 68 et ses conséquences » (Pollak, 1989, 18). Malgré ses ambiguïtés et son caractère hétérogène, cet article offre une construction programmatique qui justifie un exposé plus détaillé.

La première partie de l'article reprend les thèses de Pierre Bourdieu sur les effets de la « croissance des effectifs étudiants » sur « les modes de recrutement et la morphologie du corps des enseignants-chercheurs » et le renforcement de la différenciation des cursus en termes de prestige et d'accessibilité. M. Pollak lit rétrospectivement *Les Héritiers* de P. Bourdieu et J.-C. Passeron (1964) comme un livre annonciateur des thématiques de Mai 68 (gauchisme, anti-conformisme, « relation entre politique et sexualité ») et comme un bon prédicteur du rôle des secteurs les plus dominés des facultés de lettres (au premier chef les sociologues) dans le processus contestataire, en

**47** Politiste au Cevipof, Gil Delannoi a publié en 1990 un ouvrage qui reprenait et élargissait son propos lors de la table-ronde de l'IHTP, *Les Années utopiques, 1968-1978* (Delannoi, 1990). La posture essayiste et hostile y est bien davantage accusée.

**48** Géographe, spécialiste de questions sociales (et du vieillissement en particulier), à la trajectoire assez originale dans son champ disciplinaire. Elle a été l'une des premières à promouvoir les récits de vie en géographie, dès le début des années 1970. Sa participation reformule plusieurs questions en les orientant vers des préoccupations sociales et une lecture de 68 qui créent un heureux contrepoint par rapport à une forme de consensus lettré propre aux autres participants (sociologues, historiens, philosophes).

vertu de « dispositions qui, le moment venu, peuvent se muer en énergies proprement révolutionnaires » (Pollak, 1989, 12). Si, à l'époque, les analyses de *Homo Academicus* sur 1968 étaient neuves, la place consacrée à leur exposition sur un mode didactique est intrigante. Plus personnelles sont les conséquences que M. Pollak tire des « événements », et plus précisément de leur issue :

En partie au moins, le choc des événements va inverser le lien traditionnellement établi entre étudiants et enseignants, imposant aux premiers des lectures conformes aux programmes établis par les seconds. Ce sont les demandes de connaissances d'un public étudiant et intellectuel réfléchissant sur les raisons de son échec politique, mais aussi sur les enrichissements existentiels qu'il a pu tirer de la grande fête, qui vont orienter de nombreux séminaires et choix éditoriaux après 1968. Ce retour réflexif sur soi-même favorise à la fois la psychanalyse, l'histoire du mouvement ouvrier et l'économie politique. (Pollak, 1989, 14)

La mise en avant de l'« échec politique<sup>49</sup> » est absolument essentielle, car celui-ci est pour M. Pollak le ressort d'un cheminement intellectuel et cognitif. La quête se traduit par une « ouverture vers les auteurs hétérodoxes et vers l'étranger » (*ibid.*, p. 15), une (auto)réflexivité qui transforme un bilan en sensibilité épistémologique, et un tropisme pour « des endroits qui [...] permettent l'innovation, la recherche encore plus que l'enseignement », « niches de liberté à la marge de la vieille Université » ou « marché libre de la recherche contractuelle » (*ibid.*). Insensiblement, M. Pollak s'engage dans l'évocation d'une trajectoire idéale-typique aux consonances partiellement autobiographiques : elle narre le glissement progressif d'une « génération intellectuelle » dont la « réflexion privilégi[ait] les théories et les auteurs omniprésents dans les discours et les textes de Mai 68 » (*ibid.*) vers un travail empirique soumis à des impératifs de réciprocité entre enquêteurs et enquêtés et au service des « dominés » ; elle accorde une place privilégiée à la recherche contractuelle et à ses propriétés dans la première moitié des années 1970 – objet de la thèse de troisième cycle de l'auteur<sup>50</sup> – et à la diversité de carrières épousées par les « hors statut » dans la période d'assèchement des crédits et d'intégration au CNRS (deuxième moitié des années 1970). Elle replace dans une séquence de dix ans postérieure à 68 « les idéologies plus individualistes, mieux adaptées à des situations de décisions cruciales de carrière qui éloignent un nombre croissant d'intellectuels de leurs idéaux de jeunesse et de leurs liens de solidarité » (*ibid.*, p. 18). Cette stylisation d'une trajectoire collective rend également raison du comportement peu académique de « ceux qui, tardivement, accèdent à des positions institutionnelles y import[a]nt un moindre respect des hiérarchies et une plus

<sup>49</sup> M. Pollak parle encore du « goût amer d'une déception politique ». L'échec est plusieurs fois ressaisi dans une perspective mondiale, donnée comme la seule échelle de référence de cette génération déçue.

<sup>50</sup> M. Pollak, *Les incidences de la politique scientifique sur l'évolution du champ scientifique : le cas de la sociologie et des sciences économiques en France*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, université Paris V, EHESS, 1975.

grande disposition à chercher leur gratification en dehors des instances scientifiques, dans les médias par exemple. » (*ibid.*, p. 17).

Si cette typification d'une trajectoire doit beaucoup à la fois à l'expérience personnelle<sup>51</sup> de M. Pollak (voir Israël, Voldman, 2008) et à ses premières recherches au sein de l'équipe de P. Bourdieu (voir Pollak, 1975), elle débouche au final sur une nouvelle montée en généralité :

[...] le champ de la recherche en sciences sociales [...] a été un laboratoire d'expérimentation et de réflexion important pour mener à bien cette transition entre deux phases [économiques et idéologiques qu'incarne 68]. Et si cette transition s'est traduite, comme le disent la plupart des analystes, par la réaffirmation des principes de libéralisme intellectuel, du pluralisme politique, par une plus forte dispersion des pouvoirs et l'émergence de contre-pouvoirs, on peut constater qu'en sciences sociales aussi elle s'accompagne du déclin de situations hégémoniques, indissociablement définies comme domination sociale et théorique exercée par une école de pensée (ou un individu) sur des disciplines et des champs de recherche entiers.

En l'état, cette narration d'une trajectoire générationnelle et de ses effets disciplinaires demeure à l'état de généalogie. Elle condense des enquêtes, une expérience et beaucoup d'intuitions et de propos informels, sans les associer à des références spécifiques (travaux, individus, collectifs). Elle dessine une interprétation dont la force de séduction réside dans son pouvoir de modélisation globale. En revanche, elle appelle une confrontation empirique, et a d'ailleurs suscité chez les discutants lors des tables rondes un désir unanime de dépassement du caractère « programmatique » de la journée et la réalisation d'« études modestes et historiques précises sur 1968 » « monographies », « étude des acteurs anonymes, perdus, des pratiques quotidiennes, à l'université... », mais aussi de « patientes études de revues, de presse, de textes, de manifestations, des généalogies infimes », préalables « avant de recomposer de grands ensembles » (M. Perrot, 65). Plus rares sont les commentaires à chaud qui posent la question des écarts et des variations qui nuanceraient ou diversifieraient le modèle esquissé par M. Pollak. En particulier, sa référence implicite à la sociologie diminue sa valeur explicative : pour des disciplines mieux installées dans le paysage disciplinaire<sup>52</sup> ou recrutant un public aux attentes moins ambitieuses<sup>53</sup>, la dissidence symbolique a sans doute présenté un caractère moins large, moins « générationnel ».

**51** Arrivé en France en 1971, M. Pollak avait de ce fait une connaissance indirecte de la forme française de la contestation de 1968. Mais le témoignage de Luc Boltanski (2008) souligne que l'élucidation de celle-ci était au cœur du projet de l'équipe de P. Bourdieu dans ces années-là.

**52** Dans son commentaire, R. Rémond appelle de ses vœux une étude des recompositions du droit (réalisée depuis, grâce notamment aux travaux de Liora Israël) et de « la science politique » (que l'on attend toujours). C'est surtout à propos de l'histoire que cette problématique de la discipline puissamment installée appellerait un contre-examen, car la position des nouveaux entrants dans la carrière était fort différente.

**53** Telle la géographie, dont le public étudiant sert à F. Cribier pour critiquer la valeur de généralité des thèses bourdieusiennes sur la dévaluation symbolique des titres.

En outre, le modèle ignore les processus de confrontation intra ou inter-disciplinaires<sup>54</sup>, également fréquents durant les « années contestataires », à côté de la critique générale du disciplinaire et de la promotion de la pluridisciplinarité (évoquées notamment par R. Rémond, p. 147).

La monographie de Liane Mozère sur « Le CERFI : une communauté de travail, une expérience politique, une démarche analytique » est sans doute l'enquête la plus précise du volume, celle qui vient répondre aux attentes empiriques collectivement formulées : relatant la constitution affinitaire dans les années 1965-1968 d'un collectif de jeunes intellectuels issus de l'UNEF, gravitant dans les cercles de la MNEF où ils ont été marqués par Félix Guattari et l'expérience de la clinique de La Borde, elle décrit précisément leur « insertion dans le mouvement de Mai » sous le signe de la « fusion » et de l'enthousiasme, et leur participation aux divers collectifs et comités d'action de portée plus spécifique de l'après-mai (GIP, MLF, etc.). Elle montre comment la « reprise douloureuse » a été dépassée par l'intervention savante et la « relance » en 1971 du Centre d'étude de recherches et de formation institutionnelle, véritable « chercheur collectif » fonctionnant sur contrats, emblématique d'une auto-organisation spontanée, communautaire et « basale » de la recherche. Elle décrit les modes d'« intervention » et d'« expérimentation » de la « machine analytique » du CERFI, « travail de terrain » dans des situations micro-sociales sous forme de réunions d'échanges visant la déconstruction des habitudes. Le bilan des champs d'étude du CERFI est plus bref, car L. Mozère peut renvoyer à une bibliographie dédiée.

L'étude est d'autant plus intéressante qu'elle tient jusqu'au bout le parti-pris méthodologique d'une focalisation strictement collective, hétérodoxe à l'heure où triomphait une histoire des « soixante-huitards » à la Hamon et Rotman : aucun héros ni personnalité marquante n'est mis au centre du récit. En somme, l'anonymat et le primat du groupe, caractéristiques saillantes de l'expérience, sont reconduits dans la reconstruction proposée<sup>55</sup>. Au demeurant, cette absence de personnalisation caractérise aussi la généalogie développée par M. Pollak, même si celle-ci insiste assez peu sur la dimension du travail collectif, alors que celle-ci est au centre du travail de L. Mozère.

Les analyses développées par Gérard Mauger à propos de « l'approche biographique » comprise comme une « démarche contestataire » (en sociologie) ont elles-aussi la dimension d'une narration éclairant une trajectoire collective reposant sur des caractéristiques générationnelles, à une échelle intermédiaire entre la perspective microsociale de L. Mozère et le propos généraliste de M. Pollak. Reprenant lui

<sup>54</sup> Michelle Perrot invoque ainsi les « changements de pôle dans les sciences humaines, à la faveur de 1968 » : « Quelles sont les disciplines perdantes et gagnantes ? La sociologie n'est-elle pas particulièrement frappée ? Le retour à l'histoire [...] ne s'inscrit-il pas dans le goût de l'enquête, du terrain, des faits concrets ? » (Perrot dans Collectif, 1989, 65).

<sup>55</sup> Faisant contraste avec ce bilan collectif, un article récent d'Anne Querrien, « Le CERFI, l'expérimentation sociale et l'État » (dans Bezes *et al.*, 2005, 72-87) à la fois tient dans l'ombre 1968 et se focalise pour l'essentiel sur des figures individuelles. L'article de L. Mozère n'est pas cité.

aussi longuement le « schème du déclassement [...] formulé par P. Bourdieu » (68), G. Mauger lit la période 1965-1975 comme la succession de trois « humeurs » (« syndicaliste », « gauchiste » et « contre-culturelle »), en mettant l'accent sur les deux dernières, qui émergent dans l'après-Mai. Il est difficile de dire si l'ambiance de « désillusion collective » qu'il met en avant procède d'un sentiment d'échec post-68 (comme chez M. Pollak) ou plus exclusivement d'une « révolte mêlée de ressentiment contre "l'université bourgeoise" » (87) liée au « déclassement » dont le diagnostic procède en ligne directe de l'explication bourdieusienne. Explicitement, le maoïsme français est donné comme la matrice de l'« intériorisation d'une vision intellectuelle, c'est-à-dire à la fois théorique et romanesque, du peuple » qui met l'« enquête militante » au cœur de l'activité intellectuelle (88). Et G. Mauger de décrire l'éthique et le déroulement de cette « maïeutique révolutionnaire » qui entend partir des « masses » et de leur frange la plus authentique, pour être ensuite restituée à ces dernières. Ce motif propre à l'humeur « gauchiste » aurait par la suite été déplacé et spécifié par l'humeur contre-culturelle (à partir de 1971-1972), qui correspond à un moment de « reclassement » de la génération gauchiste dans divers champs de pratique savante (droit, médecine, psychiatrie, architecture, travail social, « services de recherches liés aux différents ministères », etc.) et dans l'univers académique proprement dit (CNRS, université). La « désillusion gauchiste » élargit les figures du peuple au-delà de « l'avant-garde ouvrière » pour valoriser les « nouveaux mouvements sociaux » (féminismes, homosexuels, régionalismes, ruralismes), et, « de façon générale, [...] toutes les catégories "marginales" qui ouvrent alors de nouveaux "fronts de lutte" qui traversent les camps opposés de la lutte des classes » (90). L'invariant est « le recueil de la parole du peuple [qui] ne s'obtient que par l'établissement de relations prolongées entre "le peuple" et le "militant" qui s'informe dans les cités ouvrières, les quartiers populaires, les villages parce qu'il y vit et qu'il y connaît les gens » (*ibid.*)<sup>56</sup>.

Dès lors, la reconversion de cet habitus militant en orientation de recherche va s'opérer, nous indique G. Mauger, autour de la figure méthodologique du « récit de vie » et de procédures apparentées (ethnographiques ?), qui érigent l'approche biographique en version « savante » du travail militant. Avec une grande minutie, il nous décrit les propriétés et les valeurs de cette sensibilité : « déontologie populiste », « anti-théoricisme », rejet liminaire de toute forme d'objectivation des enquêtés, « thèmes de prédilection du mouvement contre-culturel » (les dominés, les marginaux, « les oubliés de l'histoire », etc.), mise en avant du « vécu » et de la « vie quotidienne », etc. Ce qui rend possible le développement de cette nouvelle sociologie, affirme-t-il, tient à la fois de la nécessité pour les anciens militants gauchistes de se reclasser dans

<sup>56</sup> En prélevant des citations dans l'article de G. Mauger, j'ai été amené à en retirer nombre de guillemets, lesquelles sont extrêmement abondantes dans le texte d'origine. Je pense qu'elles font advenir un matériel et une parole militants aux sources éclatées, faiblement référencés.

des positions acceptables au regard de leur capital académique<sup>57</sup>, et d'une connivence objective avec une partie des patrons de la discipline dans les années 1970, hostiles à la fois au positivisme quantitativiste à la Stoezel et à une forme de théoricisme ayant partie liée avec le structuralisme (deux figures violemment rejetées par les « nouveaux sociologues »). Elle profite aussi « des connivences entre nouveaux sociologues et nouveaux gestionnaires (de la recherche) » (92)<sup>58</sup>, dans une conjoncture historiquement favorable (*via* la contractualisation jusqu'en 1975, et par la croissance du corps des sociologues – universitaires et chercheurs – « au cours de la deuxième moitié des années 70 »). G. Mauger montre enfin les ajustements qui permettent une « sublimation savante imposée par la censure spécifique du champ de production sociologique », et la progressive stylisation épistémologique d'une pratique de recherche soumise à de fortes objections de ses adversaires.

Au final, cet autre récit d'une fertilisation du champ sociologique dans la foulée de Mai 68 est elle aussi fort suggestive et ce d'autant plus qu'elle interpelle l'historiographie d'autres champs de recherche ayant connu un même tropisme pour la « voix du peuple » et les luttes des « sans-grade » et des exclus<sup>59</sup>, avec un transfert progressif de l'acte militant vers une posture davantage subjectiviste, annonciatrice d'un tournant individualiste qui relève sans doute d'une toute autre séquence – que l'historiographie actuelle refuse en tout cas d'appréhender comme une incidence directe des « années 68 ».

En revanche, cette reconstruction pose des problèmes importants de *fou*, dans le cadrage chronologique comme dans la délimitation des populations prises en compte qui constitueraient la « génération » ainsi racontée (de l'intérieur ?). Par ailleurs, objection déjà formulée lors des débats occasionnés par cette séance de l'IHTP en 1988, certaines colorations politiques apparaissent relatives au champ de la sociologie : si le « quantitatif » y apparaît « de droite » et en contradiction avec la sensibilité contestataire<sup>60</sup>, il en va autrement dans d'autres champs, où les mêmes orientations méthodologiques se colorent à front renversé à la même époque (histoire) ou ultérieurement (géographie). L'étiquetage politique de postures épistémologiques, qui

**57** Gérard Mauger parle d'« héritiers et parvenus porteurs de titres scolaires dévalués en quête de reclassement » qui on réussi dans leurs « stratégies de reclassement », qui mettaient aussi en avant « la valeur prise par leurs compétences spécifiques » (92).

**58** Schème développé par M. Pollak dans ses travaux de la décennie précédente (voir Pollak, 1975), que cite G. Mauger.

**59** Je pense spontanément à une certaine géographie militante ou tribunicienne des années 1970, incarnée notamment par Raymond Guglielmo (voir mon article disciplinaire dans le même volume). Les participants à la table ronde de 1988 ont fait quant à eux un parallèle avec certaines entreprises historiques des années 1970-1980 : histoire des femmes, de la vie quotidienne...

**60** Il serait intéressant de pouvoir comparer cette situation avec celle d'autres champs disciplinaires dans lesquels les méthodes quantitatives étaient institutionnalisées de longue date, comme l'économie, et de voir si l'on y observe une coloration idéologique équivalente dans le sillage de la contestation, productrice d'antinomies qui mettent en correspondance positions politiques et choix scientifiques.

précisément cristallise à l'époque, semble s'opérer dans un jeu entre le consensus qui régnait avant (qui devient la *doxa*) et ce qui est promu par opposition dans le sillage du mouvement contestataire. L'époque voit les orthodoxies *savantes* être retournées par « dévoilement », c'est-à-dire en leur attribuant une idéologie conservatrice.

J'arrêterai ici l'examen des contributions de ce moment singulier qu'a été la table ronde « Mai 68 et les sciences sociales ». J'ai renoncé à rendre compte des articles, fort intéressants pourtant, de Frédérique Matonti et Louis Pinto, car ils échappent, d'une manière ou d'une autre, au périmètre fixé pour cette enquête. En outre, si l'analyse par L. Pinto des stratégies des philosophes d'avant-garde (Gilles Deleuze, Michel Foucault) pour attirer à eux une clientèle d'étudiants gauchistes est fort intéressante (Pinto, 1989), elle me semble marquée par un double biais : contrairement à sa volonté affichée, elle traite assez peu de leur intervention (ou de leur survenue) dans le champ des sciences humaines ; par ailleurs, elle les spécifie trop et les isole sur un marché intellectuel où la figure du philosophe, pour un temps au moins, se dilue dans un ensemble intellectuel plus large, qui fait fi des appartenances académiques (voir également Brillant, 2003). Dans l'état présent de cette recherche, l'exigence conjointe de pluridisciplinarité et de spécificité qui animait les nouvelles générations, militantes ou non, a durablement estompé l'importance des attaches institutionnelles dans le pouvoir d'attraction des intellectuels sur un public cultivé élargi (dont font partie les chercheurs en sciences humaines pris au sens large et les praticiens en demande d'élaborations intellectuelles). Roland Barthes, Pierre Bourdieu, et bien d'autres penseurs « spécifiques » seraient justiciables d'une analyse en termes d'« avant-garde » intellectuelle, qui invite à ne pas isoler et essentialiser une figure du « philosophe ».

Une analyse détaillée a montré tout à la fois le pouvoir suggestif et le caractère essentiellement prometteur de cette première manifestation collective interrogeant l'incidence de Mai 68 sur les sciences sociales. Il est frappant de mettre en contraste l'enthousiasme des participants de l'époque (qui appelaient de leurs vœux la « multiplication des monographies ») et le peu de reprise dans la production des deux décennies suivantes : la référence à la publication n'est pas fréquente (elle relève un peu du secret d'initié) et il a fallu tout ce temps avant que de nouvelles curiosités réinvestissent le questionnement d'une manière globale. La période 1988-2008 se caractérise à la fois par une absence d'investissement *collectif* sur la thématique et par la poursuite de productions historiographiques spécialisées, sous une forme relativement éclatée.

## Un renouveau historiographique imperméable à l'histoire des sciences ?

Arrivé à ce stade de l'analyse, j'aimerais indiquer brièvement pourquoi, à mon sens, les caractéristiques du développement de l'historiographie générale de l'objet « Mai 68<sup>61</sup> » à partir de 1988 et les enjeux d'une analyse à la fois savante et historicisée n'ont pas englobé une histoire des sciences, malgré les promesses que recelait la table ronde précédemment analysée.

J'ai déjà indiqué au début de la première partie combien le discours savant s'était construit à rebours des discours présentant « les années 68 » comme un phénomène culturel, parisien et élitaire. Les tendances générales de cette recherche collective sont donc allées pour une très large part vers des groupes (les ouvriers, les paysans, etc.), des lieux (la province, l'étranger) et vers des thématiques (la politisation, le syndicalisme, les réactions de l'État ou de la droite) qui avaient été largement évacués de la vulgate. Processus réactif, la recherche historicisée sur cette période s'est fait un devoir de (r)ouvrir les dossiers qui avaient été oubliés ou ignorés par les discours dominants – sans pour autant négliger l'histoire estudiantine et intellectuelle de la période. Cette recherche à contre-courant rend sans doute raison du caractère très secondaire qu'y tient une réflexion sur les institutions savantes, les collectifs de chercheurs et l'évolution du savoir sur l'homme et la société, dans la mesure où il s'agit de thématiques qui ne participaient pas du rattrapage mémoriel caractéristique de l'entreprise « années 68 ».

Bien entendu, cette seule « explication » ne saurait suffire. Il y va aussi des propriétés générales de l'histoire des sciences et d'une difficulté particulière que pose son exercice sur des séquences très contemporaines : son fréquent examen des contenus cognitifs en fait une problématique *histoire des vivants*, compte tenu du contrôle que ces derniers sont presque inévitablement appelés à exercer sur ce champ particulier. Lorsqu'elle n'a pas de vocation polémique ou hagiographique, l'étude de la science est singulièrement difficile ou bridée dès lors qu'elle opère sur du contemporain : de là sans doute la surreprésentation des points de vue externes – l'histoire sociale ou institutionnelle a une violence symbolique moindre –, des comptes rendus factuels, elliptiques (pour marquer une distance) ou euphémisés. À ce titre, on peut également comprendre qu'elle n'ait connu une reprise significative qu'à quarante ans de distance (dont témoigne le présent volume de la *RHSB*) même si l'objet « 68 » reste sensible pour ses acteurs et protagonistes : la période demeure très clivante et sa portée objet de débat.

L'historiographie de 1968 ayant ménagé peu de place aux champs et dynamiques du savoir, c'est donc très largement en dehors d'elle et sous des formes fragmentaires que se sont développées des analyses de l'incidence des événements sur l'évolution des

<sup>61</sup> Celle-ci a été opérée par Michelle Zancarini-Fournel dans son ouvrage *Le Moment 68. Une histoire contestée* (2008). J'en ai rendu compte dans mon article « Écrire sur 68 en spécialiste, tournant ou accomplissement ? » (Orain, 2009b).

sciences humaines et sociales en France. Faute d'un effort systématique d'inventaire, il n'est pas question de retracer l'histoire extensive de l'incorporation de la date « 68 » dans des histoires disciplinaires ou institutionnelles relevant de genres et d'exigences scientifiques disparates<sup>62</sup>. Les quelques exemples qui suivent illustrent plus modestement certaines modalités d'une lecture de l'incidence savante des « années 68 »<sup>63</sup>.

Publiée quatre ans après la table ronde de l'IHTP (durant laquelle elle fut annoncée par M. Perrot), *l'Histoire du structuralisme* de François Dosse consacre une section d'une centaine de pages de son livre II (un onzième du volume total) à « Mai 68 et le structuralisme, ou le malentendu ». D'emblée, la problématisation de la question se confronte à l'assimilation opérée par L. Ferry et A. Renault dans leur opuscule.

On a pu parler de « pensée 68 » à propos des diverses formes du structuralisme, introduisant ainsi l'idée d'un rapport de parenté entre la pensée dominante du moment, le structuralisme, et le mouvement de mai 1968. Certes, il est vrai que le structuralisme se présente comme une pensée critique, et on peut donc concevoir qu'il ait été à l'unisson de la contestation universitaire, puis sociale de mai 1968. Mais est-ce si sûr ? Le paradoxe est en effet flagrant : quel peut être le lien entre une pensée qui fait prévaloir la reproduction des structures, le jeu des logiques formelles dans leur synchronie, et un événement qui fait effraction comme contestation radicale, rupture totale au sein d'une société de consommation en pleine croissance ? (Dosse, 1992, 141)

Les motifs du « paradoxe », du « contraste » et du « malentendu » et l'opposition structures/événement sont utilisés tout au long de cette section pour complexifier et nuancer – sous forme mixte de récit et de tableau – une relation décrite pour partie antinomique (Mai 68 comme « divine surprise » pour les adversaires du structuralisme) et pour partie « syncrétique » entre les mouvances structuralistes et les rôles contestataires dans l'université. Tandis que le chapitre « La revanche de Sartre » décline les virtualités anti-structuralistes de l'événement (source de « désarroi », enclin à « la satire », facteur de « discrédit »...), le suivant en constitue une reprise et une antithèse (autour du motif – renversé par Lacan – des « structures qui sont descendues dans la rue ») : F. Dosse y décrit finement « l'exigence scientifique des enfants de Mai » et attribue une vocation consolatoire au lacanisme au-delà de l'« échec » politique de la contestation. L'auteur évoque avec un plaisir visible certaines atmosphères de l'époque, opère la radiographie de quelques lieux (« Nanterre-la-Folie », Paris VII, Vincennes) ou revues nouvelles. Il attribue aux événements un rôle-clé dans l'institutionnalisation du structuralisme (en particulier via son implantation dans les nouvelles universités

**62** Par exemple, la « manuélisation » d'une date a un sens davantage superficiel que son emploi dans un travail de recherche de plein exercice. Les manuels historiographiques ont en outre cette particularité de recourir parfois à des datations non forcément motivées mais « pédagogiques » (elles sont aisées à retenir ou tombent sous le sens).

**63** Un tel choix exclut les travaux historicisés qui ignorent 68, de façon délibérée ou non, alors même qu'ils seraient également significatifs pour peu que l'on pût éclairer leur silence.

parisiennes). Mais, à l'instar d'É. Roudinesco, cette « conquête » est présentée comme une victoire à la Pyrrhus, qui porte en germes des facteurs d'implosion et de « dissolution » (où l'« althussérisme » fait figure d'emblème).

L'examen des références livresques indexées sur « 1968 » dans cette section de l'ouvrage dessine une séquence brève (1968-1974) où les « effet[s] de Mai 68<sup>64</sup> » sont acquittés sous des formes diverses. Au demeurant, cette thématization, et ses divers motifs annexes, constitue une ligne générale ouvrant dans le détail sur l'évocation autonome de tel ou tel individu ou cercle d'affinités. Explicité ici aussi comme un jalon et un « accélérateur », « l'événement-68 » possède un statut ambigu à l'échelle de la composition d'ensemble : la césure placée entre les deux volumes a été fixée en 1967, ce qui constitue à la fois un évitement, avec ses raisons objectives, et une quasi-coïncidence temporelle. Il y a dans ce léger *pas de côté* ce qui pourrait se lire comme une forme de résistance au pouvoir dramaturgique d'une date presque trop évidente, facilité de découpage qu'une raison érudite proscrireait implicitement.

Annick Ohayon, dans son livre *Psychologie et psychanalyse en France. L'impossible rencontre (1919-1969)*, publié initialement en 1999, a opéré un geste similaire, même si « le mouvement de Mai 68 » constitue en l'occurrence le terme ultime de l'analyse, ce qu'elle spécifie dès l'introduction : « Une nouvelle dynamique est alors à l'œuvre dans les sciences humaines, dont l'histoire reste à élaborer » (Ohayon, 2006, 10). Pour le reste, l'évocation du « joli mois de mai » se donne comme l'épilogue du livre (*ibid.*, 411-414), avec sa « visite guidée » du campus de « Nanterre... la Folie », son évocation de la « génération » des « étudiants », tissée par quelques formules fameuses, et une ébauche de récit du « feu aux poudres », où se contrebalancent une tentation narrative et la conscience des « mille fois » où « cet événement » « a [déjà] été analysé ». Publiées en 1969<sup>65</sup>, et brièvement évoquées par A. Ohayon, les « analyses [...] à chaud [qui] émanent de psychanalystes », sont sans doute ce qui justifie la borne ultime du livre, même si c'est bien à 1968 que s'adosse son séquençage. Et si « effets » il y a, ils sont singulièrement condensés :

Un des effets les plus directs de mai 1968, pour notre histoire, sera l'élargissement considérable de l'influence de la pensée de Lacan. Tous séduits, tous fascinés et presque tous sur le divan : les enragés de mai 1968, mais aussi les communistes (on peut désormais être communiste et en analyse, de préférence chez un lacanien), les giscardiens, les cadres, les féministes. La psychanalyse s'installe durablement à l'université : à Vincennes, à Censier, à Nanterre, mais aussi à Lyon. D'aventure individuelle, elle devient rite d'affiliation culturel et social, et Robert Castel va bientôt en dénoncer les effets spécifiques dans l'univers sociopolitique, le psychanalisme. (Ohayon, 2006, 414)

<sup>64</sup> Le syntagme « effet de mai » a une forte récurrence au long de ces pages. Il a la valeur d'une évidence, celle-là même que j'avais déjà relevée à propos de la table ronde de 1988.

<sup>65</sup> En l'occurrence, la date est erronée pour l'ouvrage de Didier Anzieu/Épistémon, publié dès 1968.

Ces deux exemples, sommairement esquissés, sont assez emblématiques du conflit que suscite l'attracteur « 1968 » pour une histoire des sciences humaines françaises abordant la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle : rares sont les domaines où ce jalon est évité dès lors que la visée historiographique ne se soustrait pas à la référence historique. En revanche, cette séquence très particulière semble appeler des stratégies diverses de démarcation, qui vont du pas de côté érudit dans la datation à une forme de dérobade motivée par la surabondance des « analyses » déjà disponibles ou le caractère encore prématuré de l'historicisation des dynamiques à l'œuvre, comme si le travail de clôture n'était pas encore réalisable. Inversement, les histoires intellectuelles des « années 68 » semblent s'emparer comme à la dérobée de la question du savoir.

La thèse de Bernard Brillant, publiée en 2003 sous le titre *Les Clercs de 68*, est entièrement dédiée à une ample cartographie des positionnements de l'*intelligentsia* française au moment de l'événement lui-même, en regard de la dynamique du mouvement étudiant (principalement dans ses composantes nanterroise et parisienne). L'introduction part du constat d'un « relatif effacement de l'événement "Mai 68" dans l'histoire des intellectuels français » (Brillant, 2008, 3)<sup>66</sup> qui aurait été éclipsé par les « années gauchistes » qui lui font suite. À ce titre, si la « fermentation » préalable est longuement examinée, et si le moment de l'« ébullition » est rendu par un panorama fort large des lieux et « batailles » ayant mobilisé intellectuels et étudiants, l'auteur s'est délibérément abstenu de prolonger son propos au-delà de quelques contrecoups immédiats (universités d'été avortées, festival d'Avignon). L'après-68 prend uniquement consistance dans la relecture des commentaires immédiatement postérieurs (1968-1969), au sein desquels l'auteur privilégie ce qui ressortit peu ou prou à la thématique des « clercs » (leurs trahisons, errements, devenir...).

Ce choix de séquençage, qui place hors-champ toute interrogation sur les incidences de 1968 en dehors du discours que les événements ont suscité, se double d'une autre particularité de focalisation : centré sur la redéfinition des rapports de pouvoir dans les mondes intellectuels et la glorification de l'« action », *Les Clercs de 68* fait finalement assez peu de place à la question du savoir et de la connaissance, enjeu pourtant présent dans l'arène universitaire et scientifique en mai-juin 68 et constitutif de la légitimité d'une bonne partie des « intellectuels » qu'il étudie. Dans sa fort suggestive « Grammaire de la contestation » (505-536), B. Brillant privilégie ainsi un répertoire politique (au sens large), laissant de côté les perspectives cognitives et épistémologiques que le « soupçon généralisé » a problématisées alors, ainsi que la « soif de savoir » des contestataires que d'autres historiens de la période ont notée. Il est difficile d'interpréter cette ellipse. La signaler vaut surtout pour indiquer ce que ce travail monumental peut apporter à l'histoire des sciences : un éclairage sur les

66 C'est moi qui souligne.

secousses et clivages apparus dans les universités et lieux de savoir parisiens en mai-juillet 1968, sous un angle exclusivement politique et social.

Cette retenue à l'égard des enjeux de savoir dans l'historiographie de 1968 interroge les modalités d'une hybridation entre histoire spécialisée (y compris celle des « intellectuels ») et perspectives épistémologiques. L'une des rares tentatives allant dans ce sens a été fournie comme en passant par Kristin Ross, dont le *May'68 and It's Afterlives* (2002) a été publié en français en 2005 et demeure à ce jour le seul livre traduit ayant les événements (ou, plus exactement, leur mémoire) pour sujet principal. Il n'est pas de mon propos de rendre compte extensivement d'un ouvrage qui a fait date dans la déconstruction et le retournement de la *doxa* biographico-essayiste sur l'objet « 68 ». Ce livre d'humeur, assez atypique par rapport à la production hexagonale<sup>67</sup>, est d'emblée une lecture seconde des « années 68 », qui en passe par un ensemble de discours et de narrations sur l'événement et ses suites, lesquels sont confrontés et éventuellement diffractés dans le prisme des convictions de l'auteure sur la nature tout à la fois subjective et politique du « plus grand mouvement de masse de l'histoire de France » – auquel elle a voulu secondairement « donner une seconde vie » (13). À l'aune de sa compréhension de l'époque, elle dénonce et défait ces « confiscations ultérieures » que constituent les réductions « biographique » et « sociologique »<sup>68</sup> de Mai 68, dénoncées comme « histoire officielle » ayant opéré l'occultation du sens initial (résolument politique) de celui-ci.

Dans son travail de révision, un long chapitre est consacré aux « formes et pratiques », prédicat dont le sujet demeure voilé, mais dont la signification apparaît à l'usage : il s'agit d'y réfléchir sur les formes d'action et d'engagement emblématiques des révolutionnaires de 68, et sur les référentiels les plus appropriés (de Rosa Luxemburg à Mao). Les expériences pratiques des groupes maoïstes, leur rapport à l'enquête, y occupent une place prépondérante, selon un fil *grosso modo* chronologique. Le chapitre se clôt par une section intitulée en français « Les illusions de la représentation » (Ross, 2005, 115-137), dans laquelle l'auteure s'interroge spécifiquement sur l'après-Mai, et plus particulièrement sur la reconversion du capital politique, « lorsqu[e le militant] doit réintégrer son poste de journaliste, de réalisateur, de théoricien ou de leader syndical » (115). À ce titre, elle consacre une large place à des expériences collectives relevant d'un réinvestissement dans le savoir et la réflexion sur l'histoire, car « pour beaucoup d'autres militants issus de l'expérience de Mai et de ses suites, le problème de la relation entre l'intellectuel et le peuple, et la question de la mémoire populaire et de la voix du peuple seraient mieux traités au niveau théorique et pratique

<sup>67</sup> C'est tout à la fois un travail d'érudition, emblématique des Cultural Studies américaines, et une forme d'essai, qui ne rechigne pas à mobiliser des répertoires peu ordinaires dans un travail académique (l'intuition, l'inspiration, la colère), sans parler de sa posture anti-objectiviste (une constante), à la fois perspective d'élucidation et dispositif polémique.

<sup>68</sup> Le « sociologue » est une figure assez honnie et élastique, qui englobe aussi bien G. Lipovetsky, R. Aron, Wolf Lepenies ou P. Bourdieu que... Raymond Marcellin (voir Gobille, 2008a, note 32).

dans le champ de l'histoire et de l'historiographie » (117) que par les journaux issus du maoïsme (*Libération*) ou « les penseurs du Désir, comme Lyotard ou Deleuze » (118).

Trois exemples, déjà cités par F. Dosse lors de la table ronde de l'IHTP (Dosse, 1989), sont longuement évoqués, au titre de leur représentativité : *Le Peuple français*, « revue d'histoire populaire [...] lancé[e] en 1971 par quelques anciens membres du Comité d'action de Nanterre » (119-120) ; le « collectif *Forum-Histoire* [né] au sein de groupes engagés contre la guerre au Viêt Nam et les pratiques impérialistes [...] qui s'étaient formés dans les départements d'histoire et de géographie de Jussieu » dans l'orbite de Jean Chesneaux (120-125)<sup>69</sup> ; enfin, « les membres du collectif de *Révoltes logiques* », « issus d'un milieu plus philosophique qu'historique » et fédérés initialement autour de la figure (alors vincennoise) de Jacques Rancière (125-136). Ce qui intéresse particulièrement K. Ross est tout à la fois la modulation considérable qui démarque ces entreprises les unes des autres malgré leur matrice apparemment commune (le maoïsme) et l'exemplarité de leur pratique de recherche collective opérant une rupture avec « une certaine tradition d'élitisme académique, de recherche individuelle et d'histoire politique institutionnelle pour créer une histoire différente, générée par une politique de gauche » (*ibid.*, 118). Si le support d'une revue enracine le parallèle entre ces trois « collectifs », les techniques d'évocation comme les matériaux mobilisés par l'auteure varient et n'ont pas la même ampleur : étude de contenu et secondairement du lectorat pour *Le Peuple français* ; évocation d'une hétérodoxie disciplinaire débouchant sur des expériences de *terrain* éclairées par du paratexte éditorial pour les *Cahiers du Forum-Histoire* ; examen de la genèse de la revue et de ses présupposés épistémologiques avant une focalisation sur un numéro portant sur... Mai 68 pour *Révoltes logiques*. La dimension analytique cède régulièrement la place à des développements narratifs, qui se comprennent à la fois comme des séquences de vulgarisation pour un public profane, des interludes pittoresques<sup>70</sup> et un acte ostensible pour précisément « donner une seconde vie » à des expériences oubliées de l'histoire officielle des « années 68 »<sup>71</sup>. Dans une relation de sympathie allant crescendo d'une expérience à l'autre, Kristin Ross est attentive néanmoins aux faiblesses ou aux contradictions inhérentes à chacune de ces entreprises, et elle met un point d'honneur à souligner leur précarité et leur vie éphémère, prix à payer sans doute pour éviter « la voie familière de l'intégration d'une institution contre-culturelle » (*ibid.*, 117) dont *Libération* serait l'emblème.

**69** Collectif à l'origine des *Cahiers du Forum-Histoire*, publiés entre 1976 et 1978, dans le sillage du manifeste de J. Chesneaux, *Du Passé faisons table rase*, que K. Ross s'abstient d'évoquer, peut-être parce qu'il s'agit d'un texte d'auteur, alors que le caractère collectif et quasi-anonyme du *Forum-Histoire* lui paraît une caractéristique éminente.

**70** On pourrait donner comme exemples : les expéditions du *Forum-Histoire* dans le Larzac, l'histoire d'un documentaire avorté autour de la figure de Sartre, maintes évocations du dévoiement de *Libération*, etc.

**71** À ce titre, on pourrait dire que l'entreprise historiographique de K. Ross redouble le geste de ces revues qui visaient elles-mêmes à faire revivre les laissés pour compte de l'histoire-discipline.

Si l'histoire et le rapport au passé – en tant que miroir du présent et laboratoire d'un autre rapport aux « travailleurs » – constituent une « forme et pratique » d'élection pour un redéploiement de l'activité militante, l'angle d'analyse de K. Ross reconduit partiellement l'attitude à l'égard de l'histoire-discipline<sup>72</sup> qu'elle note chez le collectif du Forum-Histoire, qui « n'éprouvait qu'un profond dédain envers les débats menés à l'intérieur du discours historique conçu comme science, par exemple envers ces polémiques purement techniques sur les catégories, comme la longue ou la moyenne durée » (*ibid.*, 121). Il en découle un silence de fait quant à la portée pour les pratiques historiennes de ces expériences, qui n'ont pour horizon narratif que le pathétique de leur caractère éphémère<sup>73</sup>. La « vie ultérieure » de ces aventures intellectuelles n'est pas posée, peut-être parce que leur clôture s'inscrit dans une période (1978-1981) qui est pensée tout au long du livre comme la fermeture des « années 68 » et le début d'une ère qui fait profondément écran entre le présent de l'essai (les années 2000) et un passé confisqué.

Poser la question de la façon dont *Mai 68 et ses vies ultérieures* contribue à une histoire de l'histoire est sans doute un biais, dans la mesure où K. Ross n'avait sans doute aucune visée de ce type. Pourtant, au-delà de toutes ses idiosyncrasies<sup>74</sup>, son travail sur ces trois revues (surtout les deux dernières) donne à penser avec beaucoup de force évocatoire des « subversions en pratique » (Damamme *et al.*, 2008) dans un champ savant en cours de recomposition, tant du point de vue des acteurs (l'irruption des philosophes dans le geste historique) que de la conception du positionnement historien ou des objets dignes d'être étudiés. En ce sens, elle dessine avant la lettre ce que pourrait être une « vocation d'hétérodoxie » appliquée à une activité productrice de savoir – selon une modalité spécifique qui récuse toute autonomisation d'un discours « scientifique » au nom d'un idéal d'abolition des distinctions de type savant/profane et des asymétries qu'il engendre. Il s'agit là d'une direction *parmi d'autres*, tant il paraît difficile de rabattre les acclimatations épistémologiques de l'activité contestataire sur une ligne exclusive. Le propos de la dernière section de cet article est sans doute pour une large part d'illustrer la diversité, le pluralisme et les limites de ces dernières.

**72** De façon assez symptomatique, elle situe leur émergence dans un univers de « pensée créative » et non de science : « En 1975, la recherche politique, artistique et politique était florissante ; presque chaque jour, on assistait à de nouvelles manifestations de la pensée créative » (136).

**73** K. Ross « note » en passant « une tristesse et une confusion énormes [qui] accompagnent la tentative de résoudre le problème de la survie » (137).

**74** Telles son mépris tranchant pour le scientisme et les « sociologues », ses postures mimétiques à l'égard d'un esprit de Mai « créatif », « politique » et résolument subjectiviste – ce qui n'est sans doute qu'une modulation parmi d'autres des postures épistémologiques adoptées dans l'après-mai « lorsqu[e le militant] doit réintégrer son poste » dans le champ scientifique.

## Porteurs et processus d'une contestation dans l'ordre savant

L'objectif principal de cette dernière partie est de décliner les différentes perspectives, actives ou virtuelles, d'un programme de recherche sur les recompositions scientifiques à l'œuvre en ces années de critique de l'autorité (impliquant une défiance à l'égard de toute institution, établie ou à venir) et leur incidence sur les évolutions des sciences humaines (contenus, acteurs, pratiques). L'analyse préalable de la littérature disponible a permis de souligner tout à la fois les acquis et les limites des interrogations existantes sur les « années 68 » des sciences humaines, après avoir dessiné l'heuristique négative d'un tel projet (en particulier les différents pièges causaux qu'il importe d'éviter). À la suite de B. Lacroix (1986) et de travaux récents (Damamme *et al.*, 2008 ; Gobille, 2008c ; Artières et Zancarini-Fournel, 2008), c'est un certain « parti-pris d[e] réalisme<sup>75</sup> » qu'il s'agit de mettre en œuvre, réinterrogeant sans cesse les bases empiriques d'un questionnement sur les recompositions à l'œuvre et les processus tangibles de traduction d'un cadre global contestataire dans des pratiques et réflexions de l'ordre du savoir.

### Trajectoires

Enquêter sur des trajectoires individuelles ou collectives de praticiens des sciences humaines durant les « années 68 » est certainement le moyen le plus sûr d'interroger au plus près<sup>76</sup> une éventuelle incidence des événements ou de leur « contrecoup » sur des personnes ou des collectifs savants de plus ou moins grande ampleur.

Un problème d'échelle se pose : autant il est relativement aisé de suivre des trajectoires individuelles<sup>77</sup>, par recoupements et en s'appuyant sur ces éléments d'objectivation que sont les écrits d'auteurs (de circonstances ou rétrospectifs) et les archives (si abondantes pour cette séquence), autant la difficulté augmente à mesure que l'on s'intéresse à des collectifs de plus en plus vastes. Lorsqu'ils sont de petite taille, spontanés, cohérents et directement en prise sur cette époque particulière (par ex. : Mozère, 1989 ; Ross, 2005), les groupes peuvent fournir des cas d'école significatifs, même si leur intérêt est souvent limité par leur éphémère. À l'inverse, mettre la focale sur une discipline entière pose de gros problèmes, tant l'hétérogénéité et les dissemblances sont forcément la règle. Certaines ont déjà donné lieu à des entreprises de type « tableau », focalisées sur « 68 » comme rupture d'une séquence antérieure, en particulier en ce

**75** Bien évidemment, « réalisme » est entendu ici dans un sens strictement méthodologique et non comme une posture relevant d'une philosophie des sciences.

**76** Pour d'autres types d'univers, les travaux de Julie Pagis (Pagis, 2010, 2011a et b, 2014), spécialement dédiés à l'interprétation de trajectoires biographiques marquées par Mai 68, proposent une méthodologie exemplaire associant analyse factorielle de dispositions et récits de vie. Idéalement, ils offrent un cadre méthodologique qu'il serait stimulant de suivre.

**77** Comme celle de René Rémond dans Mercier, 2009, ou celles évoquées dans ce volume.

qui concerne la sociologie (Grémion, 2008 ; Fabiani, 2008). Dans d'autres cas (Callu *et al.*, 2009), l'interprétation d'une trajectoire disciplinaire (le champ historique structuré en périodes) a été en quelque sorte remise entre les mains de ses praticiens eux-mêmes, au nom de leur expérience contrastée de l'époque. Dans le présent volume, c'est la géographie qui est objet d'études à cette macro-échelle disciplinaire, avec un jeu de contraste international entre les situations française et allemande.

À bien des égards, travailler sur la trajectoire d'une revue constitue une échelle moyenne assez stimulante, car associant les traits de cohérence d'une entreprise éditoriale (y compris dans ses mutations successives) et une dimension collective qui peut être scrutée sous divers angles (au travers d'un fonctionnement ou d'une ligne). L'étude dans le présent ouvrage de *Pandore* (Mathieu Quet), d'*Actes* (Liora Israël) ou plus généralement des nombreux fanzines nés (et parfois décédés) durant les années 1970, constitue ainsi un pendant de ce que l'on commence à savoir sur des entreprises notoires comme *Recherches* (Nadaud, 2003) ou surtout les *Actes de la recherche en sciences sociales* (Boltanski, 2008). En revanche, et à notre plus grand regret, certaines publications particulièrement révélatrices nées explicitement dans le sillage de 1968, comme *Espaces et sociétés*, n'ont pas encore donné lieu au travail de recherche qui permettrait d'en rendre compte de manière approfondie.

L'étude de trajectoires individuelles ou collectives pose également des problèmes de séquençage temporel, mobilisant en proportions variables un « avant », un « pendant » et un « après » : si le motif de la *traversée* est sans doute le plus séduisant, rares (Mozère, 1989 ; Soulié, 2013) sont les travaux d'histoire des sciences (ou des universitaires) à s'être focalisés sur la période sans effet de butée (68 comme « fin ») ou d'amorce (68 comme « début »). Encore rares également sont les travaux portant exclusivement sur la période mai-juin 68 : l'examen d'une éventuelle « dynamique de déssectorisation » (Gobille, 2008b) dans le domaine de la recherche demeure encore contraint par une documentation lacunaire et statique (Brillant, 2003, à propos de l'EPHE ; Guthleben, 2009, à propos des laboratoires de Meudon), alors qu'on connaît mieux ce qui concerne les universités, en particulier parisiennes. En tout état de cause, se focaliser par exclusive sur cette brève période n'a pas grand sens en histoire des sciences, sinon pour une stricte histoire sociale des *scholars* à la française, attentive aux effets clivants de la période.

En outre, à ne s'intéresser qu'à des groupes ou figures gauchistes, on risque vraisemblablement de passer à côté d'une incidence essentielle de cette époque : dans l'univers savant peut-être davantage qu'ailleurs, du fait d'un contact spécifique et *cuisant* avec le mouvement protestataire, les années contestataires et en particulier leur « épicentre » (Artières, Zancarini-Fournel, 2008) ont été le moment constitutif d'une radicalisation à droite d'une partie du monde universitaire et de la recherche. Cette question a rarement été étudiée en tant que telle, sinon à travers des interprétations *a posteriori* de la « pensée anti-68 » (Audier, 2008). On dispose encore d'assez peu de

travaux sur le développement considérable des syndicats autonomes dans l'après-68 et leur influence non négligeable sur les politiques de l'éducation et de la recherche, en particulier après 1969 (Déplaud, 2009). Quelques travaux spécifiques (dans Callu, 2009) ou évocations autobiographiques (Chaunu dans Nora, 1987 ; Claval, 1998 ; Mendras, 1995) attestent de la profondeur de l'impact négatif sur des générations d'universitaires « réformateurs », « libéraux » ou « centristes », qui ont tiré de cette expérience une aversion profonde du gauchisme voire de la gauche en général, avec de fortes répercussions durant la décennie 1970. Celle-ci est le moment d'une revanche ou « contre-offensive » (Mérindol, 2010) favorisée par une longue tradition de « politique des guichets » (Fridenson, 2010)<sup>78</sup> appuyée sur la continuité d'exercice du pouvoir à droite, et intensifiée par une offensive explicite durant le long ministère Saunier-Séité (1976-1981). Les années 1970, à rebours de leur aura contestataire, ont ainsi été ressenties comme des années de plomb par ceux qui ont fait les frais d'un rapport de force inégal sans cesse accentué (Rochefort, 2002) : restrictions budgétaires, recrutements bloqués, contingentement des éléments contestataires dans des isolats mal dotés<sup>79</sup>. À ce titre, la multiplication des initiatives de recherche précaires plus ou moins à la marge, plus ou moins ignorées par la dotation publique, procède autant d'une difficulté politique conjoncturelle liée à un revanchisme de la droite universitaire que d'une sensibilité « anti-système » revendiquée : conversion d'une position dominée en avantage comparatif autant que culture politique.

Tant du point de vue de la contestation que de celui de l'ordre à restaurer, la pérennisation d'une action ou d'une entreprise savante dont 68 serait une référence (ou un repoussoir) soulève par ailleurs la question de la mémoire de l'événement et de son sens, allant en se dissipant plus ou moins chez ses protagonistes, diffractée par le commentaire rétrospectif, et problématique pour des individus plus jeunes, pour lesquels la référence serait davantage symbolique, voire serait perçue comme un fardeau. De ce point de vue, on ne peut non plus négliger les configurations qui ont peu à peu fait écran entre la crise politique de 1968 et un présent de plus en plus éloigné : crise économique débutée en 1974, effets de l'investiture de Valéry Giscard d'Estaing, offensives idéologiques subséquentes, parfois thématiques comme un « néo-conservatisme » à la française (Éribon, 2007 ; Christofferson, 2009), alternance politique de 1981. Leur prise en compte participe d'un effort de nuance soucieux de ne pas outrer la longévité en l'état des expériences indexables sur la séquence contestataire et d'examiner leur éventuelle reconversion ou métamorphose (pour les revues comme pour les groupes,

**78** L'expression désigne un clientélisme politique privilégiant systématiquement les universitaires reconnus de sensibilité proche du pouvoir en place, bénéficiaires d'une hégémonie sur le contrôle de l'allocation des fonds de recherche, grands organismes exceptés.

**79** C'est l'un des intérêts de la relecture de l'expérience vinciennes dans une perspective non commémorative que propose le livre dirigé par Charles Soulié (2012).

c'est tout l'enjeu d'un virage institutionnel ou d'un recentrage – académique entre autres – opéré durant les années 1970 ou après mai 1981).

## Lieux

L'une des ressources principales de la réactivation mémorielle et de la pérennisation d'un cadre global contestataire a vraisemblablement tenu à des *effets de lieu* : là où des acteurs ont perpétué des pratiques ou des valeurs cristallisées dans les assemblées générales et les tracts de mai-juin 1968, là où des renégociations des rapports sociaux propres au temps de crise ont eu un effet durable, entraînant avec elles une redéfinition des rapports de savoir et d'autorité (Topalov, 1992). Les études empiriques récentes<sup>80</sup> ont montré la très grande diversité des expériences contestataires qui ont marqué les événements et « l'âge d'or des luttes » (Mathieu, 2009) qui leur a succédé. Incidemment, par leur focalisation sur des cas situés, ces travaux indiquent à quel point les lieux ont été porteurs de cette cristallisation, tant dans les usines que dans les théâtres, les entreprises, les universités, etc. Ils ont contribué à mettre en lumière l'enchâssement de plusieurs répertoires critiques – l'un, national, pourvoyeur d'une légitimité forte, mais qui s'est avéré éphémère ; d'autres, catégoriels ou locaux, plus tenaces mais entachés d'un soupçon initial de corporatisme qui en a occulté l'intensité.

En outre, la crise de mai-juin 1968 et ses ressacs ultérieurs ont contribué à produire une géographie singulière, avec ses « lieux de condensation » (Debarbieux, 1995), objets d'un réinvestissement militant plus ou moins durable, plus ou moins itératif – Larzac, Lip, Nanterre, Vincennes, etc. –, et ses « lieux génériques » (*ibid.*), davantage de l'ordre d'un maillage symbolique de la France contestataire – l'usine occupée, la communauté rurale, l'amphi en AG... Dans cette topographie mi-symbolique mi-réelle, le collectif savant autogéré, à la fois niché dans des locaux spécifiques et intensément tourné vers l'extérieur, occuperait une place particulière, à la mesure de sa discrétion publique et de sa récurrence dans la dynamique des expériences hétérodoxes post-68. Appendice institutionnel ou phénomène spontané, nourri de contrats précaires ou tout simplement démunis, squattant parfois des lieux d'emprunt, il est le laboratoire parallèle d'une réordination des sciences « de l'homme » ou « du social », lieu où se vit une passion de l'enquête, le plus souvent collective, dans une logique accumulative où l'on constitue des « trésors » à la fois systématiques<sup>81</sup> et spécifiques. Mais ce qui le spécifie dans un mouvement plus vaste et parfois plus ancien est sans doute de distendre ou de reconfigurer le contrôle institutionnel et normatif pesant sur les actes

<sup>80</sup> Leur recension exhaustive serait fort longue et hors de propos ici. On en trouve des échos nombreux dans les publications les plus notables de 2008 – examinées dans Orain, 2009b.

<sup>81</sup> À l'heure de la « mécanographie » puis de l'informatique, la fiche – codée ou encodable – constitue, à côté du dossier, une nouvelle unité de base du savoir, que l'on multiplie et centralise notamment en ces lieux de mutualisation et de renégociation permanente que sont les collectifs de recherche. Elle incarne une logique agrégative qui, à bien des égards, dépasse les clivages entre groupes contestataires et équipes installées et hiérarchisées.

de recherche, en les déterritorialisant en quelque sorte. Les assèchements financiers survenus à partir de 1975 (Pollak, 1989 ; Bézès *et al.*, 2005), les transferts partiels de chercheurs dans la fonction publique (l'épisode dit des « sans-statuts », voir Lisle et Martin, 2001) et l'alternative de la pérennité (s'institutionnaliser ou disparaître), ont sans doute eu raison de ces configurations fragiles. Pour autant, elles ont été l'avant-poste d'une expansion démographique de la recherche qui a bousculé les équilibres et les hiérarchies (cela même dont ont pu se plaindre un Mendras ou un Crozier), et elles ont préfiguré de nouvelles relations contractuelles liées à la décentralisation, à partir de 1982 (quoique l'on en pense).

Quelques monographies (*e.g.* Mozère, 1989 ; Topalov, 1992) attestent de l'importance de ces scènes éparpillant et renouvelant les *lieux de savoir*. On pourrait en espérer d'autres, tant certains centres universitaires ont eu notamment leur part dans une géographie contestataire du monde savant. Observatoires de la crise et points de collecte documentaire en mai-juin 1968, ils ont en outre donné lieu à des publications d'archives sur le vif restées fameuses pour leur caractère inaugural (Collectif, 1968 ; Schnapp et Vidal-Naquet, 1969). Hélas, les travaux systématiques récents font défaut, tant dans une perspective prosopographique que dans l'examen approfondi de cas (sur Nanterre, cf. Combecave-Gavet, 1999). Des analyses déjà anciennes, en particulier sur les centres provinciaux (C. Fauré sur Toulouse, 1988 ; G. Lange sur Caen, 1988), n'ont pas été approfondies. Le cas de Vincennes est à part : les travaux d'étudiants novices (par exemple Faucherre, 1992) ont précédé les souvenirs militants (*e.g.* Martinon, 2005 ; Barbier, 2006) et les commémorations officielles (Djian, 2009), le travail proprement scientifique s'affirmant en dernier lieu (Soulié [dir.], 2012). D'autres centres créés dans l'après-mai ont récemment commémoré leur quarantenaire – Dauphine, Villetaneuse, Lyon II – mais sous forme encore un peu trop officielle.

Autant que l'histoire des sciences, l'étude des universités et des centres de recherche en révolution – puis en recomposition – a pâti du contre-pied que l'historiographie savante des « années 68 » a développé à l'encontre de la vulgate, en allant vers d'autres lieux et d'autres groupes que les étudiants parisiens et tout ce qui avait partie liée avec la crise universitaire. Le travail multi-média de Geneviève Dreyfus-Armand et Laurent Gervereau sur *Les mouvements étudiants en France et dans le monde* (1988)<sup>82</sup> a longtemps constitué dans ce domaine un hapax aussi éloquent que la table ronde « Mai 68 et les sciences sociales », même si on note un récent renouvellement de l'intérêt pour l'histoire des universités et des étudiants réinscrivant la séquence « 68 » dans une histoire qui l'englobe ou parfois en part (Legois, Monchablon, Morder [dir.], 2007 ; Gruel, Galland, Houzel [dir.], 2009 ; *Le Mouvement social*, 233, 2010/4).

<sup>82</sup> Il s'agissait à l'origine d'une exposition de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) tenue à l'Hôtel national des Invalides, du 3 mai au 10 juillet 1988. Le catalogue de l'exposition, avec ses publications originales, a été partiellement republié la même année dans le n° 11-13 de *Matériaux pour l'histoire de notre temps*.

## Homologies

Que l'on aborde l'incidence de 68 par des trajectoires, collectives ou individuelles, ou par des lieux, il s'agit toujours de rester au plus près de traces tangibles, formulées dans des biographies, ou inscrites dans des événements, des ancrages, des références explicites, etc., à partir de quoi il est éventuellement possible de traiter empiriquement des effets – matriciels, accélérateurs, destructeurs ou négligeables – des événements proprement dits, ou de la séquence plus large dans laquelle ils s'inscrivent et qu'ils indexent. Pourtant, la question est loin d'être épuisable par cette approche *directe*.

À une dénotation de 68, aisément identifiable même si souvent fugitive, ne correspond pas exactement une connotation reposant sur des homologies diverses, un air de famille. En passer par la connotation est particulièrement important et sensible quand il s'agit de relire des pratiques et des postures diverses qui ne trouvent que très rarement leur origine en Mai 68 et n'y sont pas nécessairement indexées, mais dont la charge symbolique a été durablement marquée par un usage généralisé durant les deux mois de l'épiphanie contestataire. On peut convoquer pour ce faire un ensemble variable de schèmes valant indices – ceux que B. Brillant (2003) a ordonnés et déclinés en une typologie lexicale baptisée « grammaire de la contestation » ; ou ceux, assez proches, que Boris Gobille (2008a) a articulés sous le signe d'une « vocation d'hétérodoxie<sup>83</sup> » ; d'autres, enfin, qu'une familiarité avec les corpus critiques de l'après-68 invite à évoquer spécifiquement au regard d'une inflexion significative des rapports au savoir – le caractère souverain du collectif (jusqu'à l'anonymat) et des délibérations égalitaires ; le rejet de l'autorité préalable fondée sur des critères d'antériorité (quels qu'ils soient) ; le refus des orthodoxies et des usages réglés, généraux ou localisés ; etc. Il faudrait également faire une place au dédain pour toute espèce de « vieillerie » héritée des décennies précédentes qui, s'il n'a rien de spécifique, a pris un relief particulièrement important dans une humeur collective propice à la rupture.

Bien entendu, le travail sur l'homologie (dans les discours, les pratiques, les positionnements) a davantage de consistance quand on évoque des phénomènes temporellement proches de la crise politique de mai-juin 68<sup>84</sup>, pour lesquels le rapprochement a quelque chose d'évident (même si cette évidence nécessite d'être déconstruite). Pour autant, il n'y a pas forcément, en particulier dans le domaine des savoirs et des pratiques savantes, de consécution immédiate : quand elles ne sont pas antérieures, des expériences subversives ou hétérodoxes apparaissent avec un délai d'une à plusieurs années. On fera l'hypothèse d'un processus lent de digestion de l'« échec politique »

**83** Dans un autre texte publié en 2008, B. Gobille intègre néanmoins cette diversité en désignant « la critique antiautoritaire [comme] le cadre global (*master frame*) assurant la connexion la plus grande entre secteurs en lutte » (Gobille, 2008b, 327).

**84** *A contrario*, ce travail sur l'homologie trouve sa clôture, sauf reliques ténues, dans les pratiques des années 1980 : ces dernières constituent une barrière majeure entre les « années 68 » et la période la plus contemporaine ; elles « font écran » selon la formule particulièrement pertinente de Kristin Ross.

évoqué par M. Pollak (cf. *supra*) et de conversion dans des univers pratiques plus restreints des dispositions hétérodoxes massivement confortées (ou suscitées) lors de la crise. Il y va aussi du temps propre à l'élaboration intellectuelle, en particulier collective, et ce d'autant plus que l'on s'intéresse à des projets *inédits*, n'engageant pas ou peu de préalable(s). Il y va enfin d'une perpétuation strictement culturelle, plus diffuse et plus éloignée dans la décennie 1970, dès lors que l'on s'intéresse à des opérations engageant des acteurs un peu jeunes pour avoir directement participé aux événements mais dont les initiatives ou les discours manifestent une déteinte des schèmes précédemment évoqués ou des usages cristallisés dans la nébuleuse contestataire : les exemples de revues comme *EspaceTemps* (1975) ou *Pandore* (1978), évoqués dans ce volume, posent directement la question d'une homologie purement symbolique et connotative, médiée par des idéologies, des discours, des dispositifs d'énonciation et de figuration.

Cette réflexion sur l'homologie énoncée, on voudrait ébaucher quelques traits particulièrement significatifs de ce qui, dans l'ordre du savoir et des pratiques savantes, manifeste une « subversion en pratique » des partages anciens et connote la « vocation d'hétérodoxie » des sciences humaines des années 1970.

## Hétérodoxie(s)

Dans le champ des savoirs en particulier, une humeur critique généralisée marque fortement les années 1970, tant et si bien que le patronage des événements apparaît comme une évidence, même si parfois de manière trompeuse<sup>85</sup>. Ce qui pourrait frapper n'est pas tant une logique de rupture relativement banale dans le développement des sciences humaines que la synchronie générale des remises en cause frappant la plupart des champs (ou sous-champs) de savoir durant cette période, même si pour certains d'entre eux il s'agit de la poursuite d'un processus déjà entamé. Par-dessus tout, les processus critiques sont étonnamment plastiques et variables d'un champ à l'autre, tenant pour l'essentiel au rejet de l'existant. Ainsi, les mêmes traits épistémologiques (le recours à des techniques quantitatives, la place de la théorie, l'immersion dans un terrain) n'ont pas une connotation homogène dans la dynamique contestataire : valorisés et associés à la critique dans certains cas, rejetés plus ou moins vigoureusement ailleurs ; tout est fonction de leur place ou de leur absence dans les usages antérieurs. En d'autres termes, les reconfigurations épistémologiques sont davantage des véhicules de la contestation que des motifs invariants directement articulables à des idéologies.

La plasticité de la critique se retrouve dans l'évolution différentielle de son statut et de sa légitimité, en relation avec des configurations héritées : des sphères peu critiques (géographie, droit, architecture, médecine) le deviennent nettement plus ; des

<sup>85</sup> Le cas des recherches pédagogiques (Prost, 2014, 2013) est le mieux documenté de ce point de vue.

domaines jusque là conçus comme de l'ordre de la pratique (travail social, architecture, droit, etc.) s'ouvrent conjointement à une théorisation et à une réflexivité sous l'aiguillon d'une remise en cause praxéologique ; des sphères traditionnellement critiques voient le développement d'une critique anti-intellectualiste ou anti-théorique... Car si l'humeur contestataire se nourrit d'une grande diversité d'auteurs et de courants théoriques (marxismes, psychanalyse, nietzschéisme, situationnisme, etc.) – selon des modalités d'hybridation irréductibles à une sorte de canon qu'on pourrait labelliser « pensée 68 » – il conviendrait de ne pas ignorer les formes d'antithéoricisme, de vitalisme et d'hyperempirisme qui ont pu se développer, plus ou moins liés à une certaine interprétation gauchiste du maoïsme<sup>86</sup> ou d'autres modèles révolutionnaires.

Cette grande variabilité se retrouve dans les attitudes à l'égard de la science et des exigences de scientificité. La « passion de la science » (Gobille, 2005) est néanmoins intense et coïncide fréquemment avec une posture de rupture avec les évidences établies (d'un ordre capitaliste) dans des générations nourries de coupure bachelardienne et sensibles à la relecture de Marx par Althusser, entre autres matrices possibles. Dans ce cadre, le dévoilement d'ordres masqués (ou d'un désordre constitutif) apparaît particulièrement heuristique et emblématique de ce que les sciences (sociales en particulier) peuvent accomplir, de leur pouvoir libérateur aussi. Contre le schème académique de la tour d'ivoire, cela implique de situer inlassablement le discours tenu dans un contexte d'énonciation à la fois social, politique et épistémologique (c'est tout le sens du « d'où tu parles ? », question maîtresse de la période) en problématisant les usages et les finalités de la connaissance. Les enquêtes qui se sont attachées à examiner les conceptions autochtones de la recherche, que ce soit en géographie, dans les études sur la science ou dans la sociologie critique, montrent leur holisme foncier et leur refus de tout séparatisme<sup>87</sup>. Science, politique et usage social sont les trois facettes d'un même enjeu de connaissance, qui est à la fois compréhension, parole et action, dont la séparation est synonyme d'aliénation.

Un tel cadre permet peut-être aussi de resituer l'intense valorisation du travail collectif qui caractérise la période et dont j'ai souligné ailleurs<sup>88</sup> la légitimation et l'amplification par la pratique du forum révolutionnaire. L'intellectuel collectif est en mesure de s'affranchir des aliénations qui pèsent sur le travail de recherche individuel,

**86** Les établissements en usine, « longues marches » vers le monde paysan (sur le modèle chinois), initiatives urbaines, etc., de l'été 1968 sont analysables dans une tension entre anti-intellectualisme et élan vers le peuple pour se mettre à son service. Ils ont parfois été un prélude ou une confirmation à l'entrée dans des carrières de spécialistes des mondes « découverts » à cette occasion.

**87** On pourrait se demander si le style de la « sociologie de la traduction » dont se revendiquent des auteurs comme B. Latour et M. Callon ne révèle pas l'empreinte forte de ce cadre global hérité des « années 68 » : dans leur volonté de ressaisir des *seamless networks* dont le motif central est la restitution de ce qui unit un réseau d'actants en se déprenant de tous les séparateurs, sociaux ou analytiques, ne reconduisent-ils pas la répugnance de fond de la période pour tout ce qui sépare ?

**88** Notamment dans l'introduction de ce volume et dans *De plain-pied dans le monde* (Orain, 2009).

inlassablement interrogé, déstabilisé, ramené à ses « origines de classe<sup>89</sup> », etc., par le groupe, et partant arraché à ses déterminations initiales. Ce n'est pas la seule manière d'interpréter l'importance du travail collectif pour les chercheurs de l'époque. On peut aussi y voir la marque d'un transfert de normes issues des sciences de la nature ou d'impulsions internationales (c'est l'époque où les « expériences de groupe » de toutes sortes ont le vent en poupe). Malgré la fréquence du recours à l'anonymat, militant mais ponctuel, il ne faudrait pas non plus outrer l'opposition entre « collectif » et « individuel », eu égard à la souplesse des usages que reflète la production de la période.

La critique du caractère aliénant du séparatisme s'est également exercée contre les logiques disciplinaires, à telle enseigne que l'on a pu parfois interpréter les innovations de la fin des années 1960 et des années 1970 comme un jalon essentiel dans la longue marche vers l'interdisciplinarité et souligner sa valorisation dans des lieux nouveaux comme Vincennes, Paris VII ou Marseille-Luminy, ou encore à l'EHESS<sup>90</sup>. Ce motif fut effectivement très important, y compris dans les doléances étudiantes dénonçant le modèle rigide de spécialisation qu'avait voulu imposer la réforme Foucher (entrée en application en 1967 dans les facultés de lettres). Par contraste, les unités d'enseignement et de recherche (UER) créées par la loi Faure ont pu apparaître comme une base institutionnelle pour des expérimentations allant dans le sens d'un décroisement des disciplines existantes. Quand elles ne reconduisaient pas les découpages antérieurs en départements ou sections, les UER semblent avoir surtout permis une mutualisation de moyens ou un partage du public étudiant. À l'exception de ce qu'ont réalisé à la longue quelques collectifs explicitement issus de l'agitation contestataire, tels les animateurs de la revue *Espaces et sociétés*, il est encore difficile de mesurer la répercussion dans la recherche en sciences humaines et sociales d'une injonction qui allait à la fois vers le transdisciplinaire et l'indisciplinaire (la formule est de Laurent Loty). Certains examens minutieux, comme celui effectué par C. Soulié à propos de Vincennes (Soulié, 2012), la considèrent avec circonspection, y lisant une bruyante pétition de principe davantage qu'une pratique effective. Nombre de champs émergents, de création plus ancienne mais plébiscités à l'occasion et qui avaient une vocation pluridisciplinaire (telles les sciences de l'éducation ou l'urbanisme), peuvent au demeurant être analysés comme des disciplines émergentes. Au total, les aspirations inter ou transdisciplinaires constituent un cas d'école d'une tendance rémanente qui se trouve renforcée dans le sillage de 68.

L'inflexion serait plus significative concernant un dernier « grand partage » : jusque dans les années 1960, une séparation assez nette existait entre des objets qui étaient dignes d'une investigation scientifique et d'autres qui apparaissaient illégitimes, voire

<sup>89</sup> Dans *Rendre la réalité inacceptable* (2008), Luc Boltanski évoque longuement la façon dont l'équipe de P. Bourdieu recourait à ce genre de critique sociale interne dans les années qui suivirent Mai 1968.

<sup>90</sup> Encore que dans ce cas d'espèce, il y a surtout une continuité et un approfondissement de ce qui s'opérait déjà dans le cadre de la sixième section de l'École pratique des hautes études.

étaient presque inconcevables. Cette division recouvrait une division culturelle plus large, abondamment objectivée dans la sociologie de la culture des années 1960, notamment *Les Héritiers* de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron. Elle reposait sur les propriétés supposées d'objets soit indignes (telles les innombrables formes de culture populaire), soit socialement invisibles (minorités, groupes dominés), soit contrevenant à diverses sortes de préjugé moral. À titre d'hypothèse qui mériterait un examen un peu systématique, il semble que les « années 68 » aient largement contribué à ébranler cette division entre le légitime et le profane.

À un premier niveau, cela pourrait s'appréhender à travers les formes d'expression utilisées. Les marqueurs contre-culturels – esprit satirique (Lemonnier, 2008), bandes-dessinées (Tillier, 2008), dessins dans l'esprit *Hara-Kiri*, référence à de « mauvais genres », etc. – abondent dans la production contestataire, fanzines de sciences sociales, revues d'éditeurs de gauche (Maspéro, Solin, etc.). Ils témoignent d'un affranchissement à l'égard de la bienséance universitaire et d'une volonté de transgression des cadres légitimes de l'expression savante. Il n'est pas étonnant que dans la même séquence on voit apparaître un discours savant sur ces formes de culture, en général à la marge de l'institution universitaire. Par exemple, la revue *Fiction*, créée en 1953 par un éditeur spécialisé, amorce à l'occasion de 1968 un virage politique et intellectuel qui allait en faire l'organe d'un discours gauchiste sur la science-fiction, mâtiné de préoccupations littéraires savantes. Des études d'allure universitaire y occupent une place croissante, alors que dès le début des années 1970 des enseignements ou séminaires sur le sujet apparaissent à Vincennes, Paris VII (où Jacques Goimard<sup>91</sup> est recruté comme assistant). L'ensemble de ces initiatives, où l'on retrouve quelques acteurs récurrents, atteste de la congruence entre l'intellectualisation d'un genre profane et sa constitution en objet universitaire, à une époque de remise en cause des critères de ce qui est académiquement légitime. Cette esquisse mériterait d'être étoffée et mise en série avec d'autres, mais elle permet d'illustrer la façon dont se construisent à la marge de nouveaux champs de savoir fondés sur des objets jusque là indignes.

L'irruption dans le monde académique de ce qui était jusque là considéré comme profane et sa constitution en objet de savoir passe aussi par l'activisme de groupes en lutte pour leur reconnaissance. La relation entre les combats féministes de l'après 68 et le développement de recherches savantes sur les femmes est bien connue. Un processus équivalent, encore que plus discret, pourrait être évoqué à propos des homosexuel-le-s. Ici encore, il faut envisager une convergence pour partie conflictuelle entre des productions militantes extérieures à l'université (comme les *Cahiers du FHAR*<sup>92</sup>, la

<sup>91</sup> Normalien, agrégé d'histoire, Jacques Goimard (1934-2012) a été recruté comme assistant au département de cinéma de Paris VII en 1970 au moment de la séparation des universités parisiennes. Tout au long de sa carrière, il a poursuivi un travail d'éditeur, d'éditorialiste (au *Monde* notamment) et d'universitaire spécialisé dans le genre science fiction (au cinéma et comme genre littéraire).

<sup>92</sup> Acronyme de Front homosexuel d'action révolutionnaire.

revue *Arcadie*<sup>93</sup>), le développement d'enseignements et de travaux de facture académique dans les universités contestataires (par exemple à l'initiative de René Scherer et Guy Hocquenghem à Vincennes) et la contribution de collectifs savants comme le CERFI (Mozère, 2004). L'histoire sociale et intellectuelle de la constitution de l'homosexualité en objet de recherche dans le moment très particulier des années 1970 reste à écrire, pour l'essentiel.

Pour interpréter la vocation d'hétérodoxie des « années 68 » en SHS, j'ai proposé comme fil rouge le refus des « grands partages » hérités d'un ordre académique qui apparaît alors caduc. Cette clé de lecture est sans doute éclairante, à condition de ne pas l'ériger en formule qui donnerait le fin mot de la période. L'opération consistant à dénoncer telle ou telle forme de séparation produit en général de nouveaux partages, de nouvelles frontières. Ainsi, rien n'était plus vif à l'époque que la distinction entre science (révolutionnaire) et idéologie (bourgeoise). À vouloir donner trop de cohérence à un ensemble de dispositions contestataires, l'analyse prend le risque de les réifier et de leur donner l'apparence d'une « pensée » monogénique, ce qui reviendrait à reconduire une forme d'hubris totalisante. Rendre compte de la variété et du caractère polymorphe des « subversions en pratique » qu'ont alors connues les sciences humaines et sociales impose de renoncer à une ambition de ce genre.

## Un épilogue en guise de conclusion ?

Récapituler une exploration bibliographique n'a pas grand sens. Ouvrir à d'autres horizons l'exposé d'un programme n'en a guère. En revanche, s'interroger sur la clôture d'une période en a sans doute davantage, en particulier sur ce cas d'espèce que constituent les « années 68 ». Dans le contexte français, la crise économique des années 1970 et l'alternance politique de 1981 sont souvent mobilisées pour indiquer un changement d'époque. La première aurait signé la fin d'une période d'insouciance socio-économique et de libéralités budgétaires. La seconde aurait modifié les rapports de pouvoir et contribué, à terme, à une pacification des clivages surgis lors de la crise de 1968. Il n'est pas certain que la temporalité scientifico-universitaire s'y laisse réduire : la reprise en main des institutions, les restrictions de crédit et la fermeture des recrutements n'ont pas attendu 1973-1974, même s'ils ont trouvé une justification nouvelle dans le changement de conjoncture économique ; à partir de 1981, la dynamique d'alternance et la dévolution accrue du pouvoir universitaire à des instances électives<sup>94</sup> a plutôt induré l'étiquetage politique des *scholars* et poursuivi la bipolarisation entre

<sup>93</sup> Sa place fait débat dans l'histoire du militantisme homosexuel des années 1970. Certains soulignent sa logique « assimilationniste », très éloignée du radicalisme du Front homosexuel d'action révolutionnaire. D'autres au contraire insistent sur sa place de « laboratoire intellectuel au sein duquel émergent cette "prise de conscience" et cette volonté de mettre en œuvre des stratégies d'action nouvelle » (Prearo, 2010).

<sup>94</sup> L'autonomie décisionnelle a été rendue possible dans le cadre fixé par la loi Faure, mais il fallait une volonté politique pour l'accomplir résolument.

« gauche » et « droite ». Ces nuances posées, on peut sans doute reposer la question des chemins par lesquels une situation de dissidence se résorbe.

Parce qu'elles se défiaient de tout pouvoir, qu'elles ne voulaient pas être « récupérées » et qu'elles ne se souciaient guère de leur pérennité, de nombreuses expériences menées à l'époque se sont avérées éphémères. Revues, groupes et projets ont décliné presque aussi massivement qu'ils avaient germé, faute de moyens, de volonté ou du fait de conjonctures changeantes. Il y a là toute une histoire à bas bruit que l'on se soucie rarement de travailler en tant que telle, sans doute parce qu'elle est souvent perçue a priori comme la manifestation de l'échec. C'est sans doute en limiter l'intérêt. La régularisation des situations individuelles<sup>95</sup> y a eu sans doute sa part, lorsque, de guerre lasse ou sous l'effet d'une conjoncture devenue plus difficile, les acteurs qui étaient allés le plus loin dans l'évitement d'une carrière ont fait jouer leur capital académique ou leur expérience pour se faire reconnaître un statut socio-économique moins précaire, en particulier dans la fonction publique. Dès lors, en lieu et place d'une brumeuse « ruse de la raison », le processus de normalisation et de « récupération » des anciens marginaux et contestataires pourrait se lire comme un « sauve-qui-peut » individuel dicté par la crise. Son succès relatif met en perspective l'individualisme désenchanté des années 1980 qui, entre autres explications possibles, s'est nourri du dépérissement des expériences collectives libres des années 1970 puis des reclassements de gré à gré vécus par la frange la moins dotée ou la plus irréductible des « soixante-huitards ».

Dans un mouvement symétrique, il faudrait se demander comment d'autres revues, groupes et projets ont pu passer le cap de ces années difficiles. D'une certaine manière, cela revient à examiner comment des entreprises alternatives rejoignent ou transforment le *mainstream*. Il faudrait sans doute ici envisager des successions de déplacements limités, parfois insensibles, parfois dramatiques, comme autant de mues ayant transformé des projets utopiques en maillons d'une société de la connaissance. Cette partie de l'histoire, si elle suscite ricanements occasionnels ou imprécations, est encore très peu travaillée. Elle devra faire toute sa part aux moyens nouveaux et à l'écho que le pouvoir socialiste instauré en 1981 a donné aux dissidences d'hier ; toute sa part aussi à ce que cette normalisation a infléchi, déplacé, altéré... Les années 1980 n'ont peut-être pas été le théâtre de cette « révolution conservatrice » que certains se sont plu à décrire. Les déplacements qui les caractérisent sont néanmoins si décisifs que des observateurs aussi avisés que K. Ross (2005) estiment qu'ils font écran entre les « années 68 » et ce que nous pouvons en percevoir, nous les rendant étrangères. À ce compte-là, on comprendra mieux pourquoi leur incidence peut se lire comme une fertilisation paradoxale, car c'est en perdant l'essentiel de ses marqueurs que l'élan de 68 s'est pérennisé dans des lois, des entreprises pérennes et des reconfigurations cognitives. Le reste est archéologie et « esprit de Mai » muséifié.

<sup>95</sup> L'épisode de la régularisation des « hors statut » au sein du CNRS dans la deuxième moitié des années 1970, qui a concerné un grand nombre de chercheurs contractuels, en particulier en économie et en sociologie, est sans doute l'exemple le mieux connu (Lisle, Martin, 2002).

## Bibliographie

### 1°) Corpus mobilisé

- Amiot, M.**, 1986, *Contre l'État, les sociologues : éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France, 1900-1980*, Paris, Éditions de l'EHESS (Recherches d'histoire et de sciences sociales).
- Aron, R.**, 1968, *La révolution introuvable*, Paris, Fayard.
- Artières, P., Zancarini-Fournel, M.** (dir.), 2008, *68 : une histoire collective, 1962-1981*, Paris, La Découverte.
- Artous, A., Epszajn, D., Silberstein, P.** (dir.), 2008, *La France des années 1968*, Paris, Syllepse (Utopie critique).
- Audier, S.**, 2008, *La pensée anti-68. Essai sur les origines d'une restauration intellectuelle*, Paris, La Découverte (Cahiers libres).
- Bantigny, L.**, 2013, « Le temps politisé. Quelques enjeux politiques de la conscience historique en Mai-Juin 68 », *Vingtième Siècle*, 117, p. 215-229.
- Barbier, R.**, 2006, « "Ici on braise bien !" Une certaine mémoire de l'université Paris 8 à Vincennes », <http://www.barbier-rd.nom.fr/journal/spip.php?article518> (mis en ligne le 11 février 2009, consulté le 3 décembre 2014).
- Bénéton, P., Touchard, J.**, 1970, « Les interprétations de la crise de mai-juin 1968 », *Revue française de sciences politiques*, 3, p. 503-544.
- Bennassar, B.**, 2000, « Mai 68 à l'université de Toulouse », dans Demélas, M.-D. (dir.), *Militantisme et histoire*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail (Tempus), p. 109-114.
- Bezes, P., Chauvière, M., Chevallier, J., De Montricher, N., Ocqueteau, F.**, 2005, *L'État à l'épreuve des sciences sociales. La fonction recherche dans les administrations sous la V<sup>e</sup> République*, Paris, La Découverte (Recherches).
- Boltanski, L.**, 2008, *Rendre la réalité inacceptable. À propos de La Production de l'idéologie dominante*, Paris, Demopolis.
- Boudon, R.**, 1969, « La crise universitaire française : essai de diagnostic sociologique », *Annales ESC*, 24-3, p. 738-764.
- Bourdieu, P.**, 1987, *Homo Academicus*, Paris, Minuit (Le Sens commun), 1984 ; rééd. augmentée.
- Brillant, B.**, 2003, *Les Clercs de 68*, Paris, PUF (Le Nœud gordien).
- Callu, A.** (dir.), 2010, *La Mai 68 des historiens : entre identités narratives et histoire orale ; avant-propos de Michel Zink, préface de Jacques Revel, postface de Daniel Roche ; Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion*, 312 p. et un CD avec témoignages audiovisuels.
- Castoriadis, C.**, 1986, « Les Mouvements des années soixante », *Pouvoirs*, 39, p. 90-116.
- Castoriadis, C.** (Jean-Marc Coudray), 2008, « La révolution anticipée », dans Morin, E., Lefort, C., Coudray, J.-M., 1968, *Mai 68 : La Brèche, première réflexions sur les événements*, Paris, Fayard.
- Certeau, M.** de, 1994, *La prise de parole*, Paris, Seuil, 1968 ; rééd. coll. « Points Essais ».
- Chapoulie, J.-M.**, 2000 (juin), « Enseigner le travail de terrain et l'observation : témoignage sur une expérience (1970-1985) », *Genèses*, 39, p. 138-171.
- Chenu, A.**, 2002, « "Une institution sans intention". La sociologie en France depuis l'après-guerre », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 141-142, p. 46-61.
- Christofferson, M.**, 2009, *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)* [tr. fr. A. Merlot], Marseille, Agone.

- Claval, P.**, 1996, « La vie universitaire : avant, pendant et après 1968 », dans *La géographie comme genre de vie. Un itinéraire intellectuel*, Paris, L'Harmattan (Géographies en liberté), p. 59-64.
- Claval, P.**, 1998, « Mai-1968 » et « Chapitre 11. La géographie en mutation : avant et après 1968 », dans *Histoire de la géographie de 1870 à nos jours*, Paris, Nathan université (références), p. 302-305 et p. 323-336.
- Coffin, J.-C.**, 2008, « La psychanalyse ou la parole contrariée : le séminaire de Lacan », dans Artières, P., Zancarini-Fournel, M. (dir.), *68 : une histoire collective, 1962-1981*, Paris, La Découverte, p. 513-520.
- Collectif**, 1968 (juillet-septembre), « La Sorbonne par elle-même. Mai-juin 68 » (Documents présentés par Michelle Perrot, Madeleine Rebérioux, Jean Maitron), *Le mouvement social*, 64.
- Collectif**, 1989 (avril), « Mai 68 et les sciences sociales », *Cahiers de l'IHTP*, 11, CNRS.
- Collectif**, 2005 (octobre), « Pour une histoire de la recherche collective en sciences sociales. Réflexions autour du cinquantenaire du Centre de recherches historiques », *Cahiers du centre de recherches historiques*, 36.
- Collectif, 2008 (mars-avril), « Mai 68, quarante ans après », *Le Débat*, 149.
- Collectif, 2008 (avril-juin), « L'ombre portée de Mai 68 » (dossier dirigé par **Rioux, J.-P.**, **Sirinelli, J.-F.**), *Vingtième siècle*.
- Collectif, 2008 (mai-juin), « Autour de 68 », *Le Mouvement social*, 223.
- Combecave-Gavet, M.-C.**, 1999, *De Nanterre-la-Folie à Nanterre Université, 1964-1975. Histoire d'une institution universitaire*, thèse de doctorat, université Paris X-Nanterre.
- Crozier, M.**, 1970, *La Société bloquée*, Paris, Seuil.
- Crozier, M.**, 1996, « Comment je me suis découvert sociologue. Réflexions sur un apprentissage qui ne sera jamais terminé », *Revue française de science politique*, XLVI, 1, p. 80-95.
- Damamme, D.**, 2008, « Mai 68 ou la crise de la domination rapproché », dans Damamme, D. et al., *Mai Juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier, p. 35-46.
- Damamme, D.**, **Gobille, B.**, **Matonti, F.**, **Pudal, B.** (dir.), 2008, *Mai Juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier.
- Daum, N.** (dir.), 1988, *Des Révolutionnaires dans un village parisien*, éds Londreys. Réédité dans une version révisée en 2008 : **Daum, N.** (dir.), *Mai 68 racontée par des anonymes*, Paris, éds Amsterdam.
- Debray, R.**, 1978, *Modeste contribution aux discours et cérémonies officielles du dixième anniversaire*, Paris, Maspero (Cahiers libres).
- Debray, R.**, 2008. *Mai 1968 une contre-révolution réussie. Modeste contribution aux discours et cérémonies officielles du dixième anniversaire*, Paris, Mille et une nuits (Essai) [rééd. de Debray, 1978, annotée et débarrassée de ses références à l'URSS].
- Delacroix, C.**, 2008, « L'engagement radical de la rue d'Ulm », dans Artières, P., Zancarini-Fournel, M. (dir.), *68 : une histoire collective, 1962-1981*, Paris, La Découverte, p. 125-131.
- Delorme-Montini, B.**, 2008 (mars-avril), « Regards extérieurs sur 1968. Polymorphie d'un objet d'histoire embryonnaire », *Le Débat*, 149, p. 66-82.
- Déplaud, M.-O.**, 2009, « Une mobilisation contre-révolutionnaire : la refondation du syndicat autonome des enseignants de médecine en mai 1968 et sa lutte pour la "sélection" », *Sociétés contemporaines*, 2009/1, 73, p. 21-45.
- Djian, J.-M.** (dir.), 2009, *Vincennes, une aventure de la pensée critique*, Paris, Flammarion/université Paris 8.
- Dobry, M.**, 2009, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris,

Presses de la FNSP, 1986 ; 3<sup>e</sup> édition, Presses de Sciences Po (Fait politique).

**Dosse, F.**, 1995, *Histoire du structuralisme*, t. 2, *Le chant du cygne, 1967 à nos jours*, Paris, La Découverte (textes à l'appui) ; rééd. LGF (Biblio essais).

**Dosse, F.**, 2008, « Vincennes (1969-1974) : entre science et utopies », dans Artières, P., Zancarini-Fournel, M. (dir.), *68 : une histoire collective, 1962-1981*, Paris, La Découverte, p. 505-513.

**Dreyfus-Armand, G., Gervereau, L.** (dir.), 1988, *Mai 68. Les mouvements étudiants en France et dans le monde*, Paris, BDIC (catalogue de l'exposition à l'Hôtel national des Invalides, 3 mai-10 juillet 1988).

**Dreyfus-Armand, G., Frank, R., Lévy, M.-F., Zancarini-Fournel, M.** (dir.), 2000, *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe (rééd. Complexe, coll. « Historiques », 2008).

**Dreyfus-Armand, G.** (dir.), 2008, *Les années 68, un monde en mouvement. Nouveaux regards sur une histoire plurielle (1962-1981)*, Paris, Syllepse/BDIC.

**Drouard, A.**, 1982, « Réflexions sur une chronologie. Le développement des sciences sociales en France de 1945 à la fin des années soixante », *Revue française de sociologie*, 23-1, p. 55-85.

**Épistémon** (Didier Anzieu), 1968, *Ces idées qui ont ébranlé la France. Nanterre novembre 1967-juin 1968*, Paris, Fayard.

**Éribon, D.**, 2007, *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française*, Paris, Léo Scherr.

**Fabiani, J.-L.**, 2008, « Sociologie et sociologues, entre isolement et contestation », dans Artières, P., Zancarini-Fournel, M. (dir.), *68 : une histoire collective, 1962-1981*, Paris, La Découverte, p. 191-198.

**Faucherre, R.**, 1992, *Préhistoire de l'université de Saint Denis : la naissance de*

*Vincennes*, mémoire de maîtrise sous la direction de M. Perrot, université Paris 7.

**Fauré, C.**, 1988, « Mai 1968 à Toulouse : le Mouvement du 25 avril », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 11-13, p. 200-204.

**Ferry, L., Renaut, A.**, 1988, *La Pensée 68. Essai sur l'anti-humanisme contemporain*, Paris, Gallimard, 1985, rééd. Folio essais.

**Fischer, D.**, 2009, « Les étudiants dans les années 1960 ou la gestation d'un monde nouveau », dans Gruel, L., Galland, O., Houzel, G. (dir.), *Les Étudiants en France. Histoire et sociologie d'une nouvelle jeunesse*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (Le Sens social), ici p. 47-67.

**Forestier, Y.**, 2010, « Mai 68 et les paradoxes de la modernisation de l'école », *Carrefours de l'éducation*, 2010/1, 29, p. 181-196.

**Fridenson, P.**, 2010, « La politique universitaire depuis 1968 », *Le Mouvement social*, 233, 2010/4, p. 47-67.

**Gaubert, C., Pouly, M.-P.**, 2012, « Transformations morphologiques et mobilisations disciplinaires. Les enseignants et étudiants de l'Institut d'anglais de la Sorbonne en 1968 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 194, p. 78-97.

**Gauchet, M.**, 2005, « La matrice de Mai-68 », chap. II de *La condition historique. Entretiens avec François Azouvi et Sylvain Piron*, Paris, Stock, 2003 ; rééd. Folio-essais, p. 35-78.

**Gobille, B.**, 2005 (mai), « La guerre de Change contre la "dictature structuraliste" de Tel Quel. Le "théoricisme" des avant-gardes littéraires à l'épreuve de la crise politique de Mai 68 », *Raisons politiques*, 18, p. 73-96.

**Gobille, B.**, 2008a, « La vocation d'hétérodoxie », dans Damamme, D. *et al.*, *Mai Juin 68*, Éditions de l'Atelier, p. 274-291.

**Gobille, B.**, 2008b, « L'événement Mai 68. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2008/2, 63<sup>e</sup> année, p. 321-349.

- Gobille**, B., 2008c, *Mai 68*, Paris, La Découverte (Repères histoire).
- Grémion**, P., 2008, « Les sociologues et 68. Notes de recherche », *Le Débat*, 149, p. 20-36.
- Grignon**, C., 2002, « Comment peut-on être sociologue », *Revue européenne des sciences sociales*, XL, p. 181-225.
- Gruel**, L., 2004, *La rébellion de 68. Une relecture sociologique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (Le Sens social).
- Gruel**, L., **Galland**, O., **Houzel**, G. (dir.), 2009, *Les Étudiants en France. Histoire et sociologie d'une jeunesse*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (Le Sens social).
- Guillebaud**, J.-C., *Les années orphelines*, Paris, Seuil, 1978.
- Guthleben**, D., 2009, *Histoire du CNRS de 1939 à nos jours*, Paris, Armand Colin, p. 247-252.
- Hamon**, H., **Rotman**, P., *Génération*, t. 1, *Les années de rêve*, Paris, Seuil, 1987 ; t. 2, *Les années de poudre*, Paris, Seuil, 1988.
- Herzlich**, C., **Pierret**, J., 2010, « Au croisement de plusieurs mondes : la constitution de la sociologie de la santé en France (1950-1985) », *Revue française de sociologie*, 51/1, p. 121-148.
- Hourmant**, F., 1997, *Le Désenchantement des clercs. Figures de l'intellectuel dans l'après-Mai 68*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (Res Publica).
- Lacroix**, B., 1983, « Les jeunes et l'utopie : transformations sociales et représentations collectives dans la France des années 1968 », dans *Mélanges offerts au professeur Jacques Ellul*, Paris, PUF, p. 719-742.
- Lacroix**, B., 1986, « À contre-courant : le parti-pris du réalisme », *Pouvoirs*, 39, p. 117-127.
- Lange**, G., 1988, « L'exemple caennais », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 11-13, p. 205-213.
- Lefebvre**, H., *L'irruption de Nanterre au sommet*, Paris, Anthropos, 1968 ; rééd. Syllepse, « Utopie critique », 1998 (avec des contributions de R. Lourau, R. Mouriaux et P. Cours-Salies), 1998.
- Legois**, J.-P., **Monchablon**, A., **Morder**, R. (dir.), 2007, *Cent ans de syndicalisme étudiant*, Paris, Syllepse.
- Lemonnier**, B., 2008 (avril-juin), « L'entrée en dérision », *Vingtième Siècle*, 98, p. 43-55.
- Lipovetsky**, G., 1983, *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard (Les essais).
- Lisle**, R., **Martin**, O., 2002 (novembre), « Les sciences sociales en France : développement et turbulences dans les années 1970 », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 7, p. 64-72.
- Martinon**, J.-P., 2005, « Histoire lacunaire du département de sociologie de l'université Paris VIII », [http://www2.univ-paris8.fr/sociologie/?page\\_id=101](http://www2.univ-paris8.fr/sociologie/?page_id=101) (consulté le 3 décembre 2014).
- Mathieu**, L., 2009, *Les années 70, un âge d'or des luttes ?*, Paris, éd. Textuel (Petite encyclopédie critique).
- Mauger**, G., 1989 (avril) « L'approche biographique en sociologie : une démarche "contestataire" », *Cahiers de l'IHTP*, « Mai 68 et les sciences sociales », 11, p. 85-99.
- Mendras**, H., 1995, *Comment devenir sociologue. Souvenirs d'un vieux mandarin*, Arles, Actes Sud.
- Mercier**, C., 2009, « René Rémond à Nanterre en 1968 », *Vingtième siècle*, 4, p. 141-152.
- Mérindol**, J.-Y., 2010, « Les universitaires et leurs statuts depuis 1968 », *Le Mouvement social*, 233, 2010/4, p. 69-91.
- Miéville**, A., **Busino**, G., 1996, « Pour une histoire de la sociologie française. Notes bibliographiques », *Revue européenne des sciences sociales*, t. XXXIV, 103, p. 355-371.
- Morin**, E., 1968, « Pour une sociologie de la crise », *Communications*, 12, 1968, p. 2-16.
- Morin**, E., **Lefort**, C., **Castoriadis**, C. (J.-M. Coudray), 2008, *Mai 68 La Brèche* (1968) suivi de *Vingt ans après*, Paris, Fayard.
- Mouriaux**, R., **Percheron**, A., **Prost**, A., **Tartakowsky**, D. (dir.), 1992, *1968. Exploration*

du mai français, Paris, L'Harmattan (Logiques sociales), 1992, 2 vol.

**Mozère, L.**, 1989 (avril), « Le CERFI : une communauté de travail, une expérience politique, une démarche analytique », *Cahiers de l'IHTP*, « Mai 68 et les sciences sociales », 11, p. 117-140.

**Mozère, L.**, 2004, « Foucault et le CERFI : instantanés et actualité », *Le Portique* [En ligne], 13-14, <http://leportique.revues.org/642>.

**Nadaud, S.**, 2003, « *Recherches* (1966-1982) : histoire(s) d'une revue », *La Revue des revues*, 34, p. 47-76.

**Nora, P.**, 1987, *Essais d'ego-histoire*, Paris, Gallimard (Bibliothèque des histoires).

**Ohayon, A.**, 2006, *Psychologie et psychanalyse en France : L'impossible rencontre (1919-1969)*, Paris, La Découverte, 1999 ; rééd. La Découverte/poche.

**Orain, O.**, 2009a, *De plain-pied dans le monde. Écriture et réalisme dans la géographie française au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan (Histoire des sciences humaines).

**Orain, O.**, 2009b, « Écrire sur 68 en spécialiste, tournant ou accomplissement ? », *Genèses*, 76, sept. 2009, p. 137-156.

**Pagis, J.**, 2010, « La politisation d'engagements religieux. Retour sur une matrice de l'engagement en Mai 68 », *Revue française de science politique*, 60, p. 61-89.

**Pagis, J.**, 2011a, « Engagements soixante-huitards sous le regard croisé des statistiques et des récits de vie », *Politix*, vol. 1, n° 93, p. 93-114.

**Pagis, J.**, 2011b, « Incidences biographiques du militantisme en Mai 68 », *Sociétés contemporaines*, 84, p. 25-51.

**Pagis, J.**, 2014, *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Événements et socialisation politique*, Paris, Presses de Sciences Po (Sociétés en mouvement).

**Pelletier, D.**, 2010, « Les savoirs du religieux dans la France des années 68. Le catholicisme

entre théologie et sciences humaines », *Schweizerische Zeitschrift für Religions und Kulturgeschichte, Revue suisse d'histoire religieuse et culturelle*, 104, p. 213-225.

**Pelletier, D.**, 2013, « Les "savoirs du religieux" dans la France du XX<sup>e</sup> siècle. Trois moments d'une histoire intellectuelle de la sécularisation », *Recherches de Science Religieuse*, 2013/2, Tome 101, p. 167-180.

**Pollak, M.**, 1976 (juin), « La planification des sciences sociales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 2, 2-3, p. 105-121.

**Pollak, M.**, 1989 (avril), « Signes de crise, signes de changement », *Cahiers de l'IHTP*, « Mai 68 et les sciences sociales », 11, p. 9-20.

**Prearo, M.**, 2010 (mai), « Le Moment 70 de la sexualité : de la dissidence identitaire en milieu militant », *Genre, sexualité, société*, 3, URL : <http://gss.revues.org/index1438.html>.

**Prost, A.**, 1997, « 1968 : Mort et naissance de l'université française », *Vingtième siècle*, juil.-sept. 1989, 59-70 ; repris dans *Éducation, société et politiques. Une histoire de l'enseignement de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, (XX<sup>e</sup> siècle), 1992 ; rééd. « Points histoire ».

**Prost, A.**, 2004, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France. IV. L'École et la famille dans une société en mutation (depuis 1930)*, Paris, Perrin (Tempus), spéc. p. 311-412.

**Prost, A.**, 2013, *Du changement dans l'école. Les réformes de l'éducation de 1936 à nos jours*, Paris, Seuil (L'univers historique).

**Rocheffort, M.**, 2002, « Mai 68 : ruptures à l'institut de Géographie. Entretien avec Nicole Mathieu et Stéphane Cartier », dans Paix, C. (dir.), 2002, *Parcours dans la recherche urbaine. Michel Rocheffort, un géographe engagé. Strates*, hors-série, p. 239-254.

**Robic, M.-C. et al.**, 2006, *Couvrir le monde. Un grand XX<sup>e</sup> siècle de géographie française*, Paris, ADPF/La Documentation française.

**Ross, K.**, 2005, « Les Illusions de la représentation », dans *Mai 68 et ses vies*

*ultérieures* [trad. : A.-L. Vignault], Bruxelles, Complexe/Le Monde diplomatique, p. 115-137.

**Roudinesco, É.**, 2009, *Histoire de la psychanalyse en France*, Paris, Fayard, 1994 ; rééd. LGF, « pochothèque », ici p. 1315-1359.

**Schnapp, A., Vidal-Naquet, P.**, 1969, *Journal de la Commune étudiante. Textes et documents, novembre 1967-juin 1968*, Paris, Seuil.

**Sédât, J.**, 2009, « Lacan et Mai 68 », *Figures de la psychanalyse*, 18, 2009/2, p. 221-226.

**Soulié, C.**, (dir.), 2012, *Un mythe à détruire ? Origines et destin du centre universitaire expérimental de Vincennes*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes.

**Soulié, C.**, 2013, « Les transformations du corps enseignant en lettres et sciences humaines en France (1949-2010) », dans Conesa, M., Lacour, P.-Y., Rousseau, F., Thomas, J.-F. (dir.), *Faut-il brûler les Humanités et les Sciences humaines et sociales ?*, Paris, Michel Houdiard éditeur, p. 52-78.

**Tillier, B.**, 2008, « Migrations de Mai-68 : de l'affiche à la bande dessinée », *Sociétés & Représentations*, 26, p. 239-245.

**Topalov, C.**, 1992, « Le centre de sociologie urbaine », *Politix*, 20, p. 195-201.

**Touraine, A.**, 1968, *Le communisme utopique. Le mouvement de Mai 68*, Paris, Seuil.

**Violeau, J.-L.**, 2005, *Les Architectes et Mai 68*, Paris, Éditions Recherches.

**Warren, J.-P.**, 2008, *Une douce anarchie. Les années 68 au Québec*, Boréal.

**Zancarini-Fournel, M.**, 2008, *Le Moment 68. Une histoire contestée*, Seuil (L'univers historique).

## 2°) Références externes

**Debarbieux, B.**, 1995, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *L'Espace géographique*, 2, 97-112.

**Fleck, L.**, 2005, *Genèse et développement d'un fait scientifique* [tr. fr. : Nathalie Jas ; éd. orig. allemande, 1935], Paris, Les Belles Lettres.

**Israël, L., Voldman, D.** (dir.), 2008, *Michael Pollak. De l'identité blessée à une sociologie des possibles*, Bruxelles, Complexe (Histoire du temps présent).